

ILLUSTRATION: Prix International Charlemagne d'Aix-la-Chapelle, 1950 (ACV, PP 1000/245) Fondé en 1949 pour rendre honneur à une personnalité ayant oeuvré pour l'Europe, ce prix est octroyé, le 18 mai 1950, à Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi, le premier à avoir jeté les bases de l'unité européenne. C'est une décoration de très grande valeur symbolique dont les Archives cantonales vaudoises sont dépositaires depuis le 17 novembre 2014, avec l'ensemble des archives. Ce fonds fait partie du patrimoine documentaire universel.
(Olivier Rubin, photographe, ACV)

ADRESSE: Archives cantonales vaudoises
Rue de la Mouline 32
1022 CHAVANNES-PRÈS-RENENS

TELEPHONE: National: 021 316 37 11
International: + 41 21 316 37 11

FAX: National: 021 316 37 55
International: + 41 21 316 37 55

E-MAIL: info.acv@vd.ch

INTERNET: <http://www.patrimoine.vd.ch/archives-cantoniales/accueil/>

ACCES: - Transports publics: Métro M1 dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt «Unil-Mouline».
Bus n°31, dès «Renens-Gare sud», arrêt «Mouline».
- Par la route: depuis le centre-ville, direction «Genève» ou «Université», route de Chavannes / route de la Maladière, rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.
- Par l'autoroute: direction «Lausanne-Sud», sortie «Université/EPFL», direction «Sciences humaines», traverser le métro, direction «Chavannes/La Mouline».
- Places de parc devant le bâtiment: s'inscrire à la réception.

HEURES D'OUVERTURE: Lundi, mardi, jeudi, vendredi: 9 h.00 - 17 h.00
Mercredi: 14 h.00 - 19 h.00

FERMETURE ANNUELLE: Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT
LEUR SIEGE AUX ACV: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative: Christian Gilliéron

Lectorat: Christian Gilliéron et Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, août 2015

Mise en page: Olivier Rubin

1200 exemplaires

Introduction

En 2014, les Archives cantonales vaudoises (ACV) ont conduit en parallèle trois objets cruciaux et à plusieurs égards interdépendants: la mise en place progressive de la politique générale d'archivage électronique; l'exécution de travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés; la 2^e étape de la densification du bâtiment des ACV. Ces trois projets ont exigé une mobilisation sans pareille de tout le personnel de l'institution, qui a dû recourir à du personnel auxiliaire et mandataire pour faire face à toutes ses obligations. Le premier et le troisième objets doivent déboucher sur la rédaction en 2015 de deux Exposés des Motifs et Projets de Décrets (EMPD). Quant au deuxième objet, il est dans sa phase d'exécution, ayant été adopté par le Grand Conseil le 12 mars 2013. La dépendance hiérarchique, depuis le 1^{er} janvier 2014, des ACV à la Chancellerie d'Etat a permis de rapprocher les études sur la chaîne décisionnelle des autorités exécutives et législatives (projet Bleu SIEL) et celles sur l'archivage électronique, l'une et l'autre combinées couvrant tout le champ du cycle de vie des documents.

Au chapitre des manifestations publiques, l'année a également été exceptionnelle. Pour la 5^e fois de leur histoire, les ACV ont accueilli l'assemblée générale de l'Association des archivistes suisses, après les éditions de 1933, 1953, 1964 et 1986. Le record de fréquentation a été battu, avec 200 participants. Deux autres rencontres ont consacré le rôle des ACV dans leurs missions conservatoires et scientifiques: la signature officielle, le 17 novembre 2014, en présence du Conseiller d'Etat, Pascal Broulis, et du Chancelier d'Etat, Vincent Grandjean, des conventions de dépôt des archives de Richard Niklaus Coudenhove-Kalergi (1894-1972), le pionnier de l'idée européenne, et de Vittorio Pons (1910-1995), Secrétaire général de l'Union paneuropéenne. Le 5 décembre, à la Salle du Grand Conseil, le vernissage du 13^e et dernier volume du *Dictionnaire historique de la Suisse*, dans lequel figure la lettre V, a eu lieu devant une salle comble. En sa qualité de conseiller scientifique pour le canton de Vaud depuis 1991, M. Coutaz a coordonné la rédaction de la notice «Vaud», dont il a signé deux chapitres.

1. Personnel

1.1. Personnel régulier (au 1^{er} janvier 2015)

Directeur:	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur:	Christian Gilliéron

Pôle administratif et financier:

Gestionnaires de dossiers:	Corinne Brélaz Carole Laubscher
----------------------------	------------------------------------

Pôle services généraux:

Assistant-archiviste principal:	Jean-Marc Falciola
Assistant(e)s-archivistes:	Dominique Barraud (50 %) Claudia Margueron

Pôle archivistique et scientifique:

Archiviste, responsable des relations avec les communes:	Eloi Contesse
Archivistes:	Olivier Conne Jérôme Guisolan Gilles Jeanmonod
Bibliothécaire documentaliste scientifique:	Jean-Luc Wermeille (80 %)

Pôle technique:

Photographe:	Olivier Rubin
Restauratrice:	Anne Bellanger (50 %)
Assistante-restauratrice:	Evelyne Somparé (25 %)
	Salomé Lutz (100 %, CDD 2014-2016)

Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPAL):

Concierge:	Michel Morgenthaler
------------	---------------------

Dans le cadre du budget alloué par l'EMPD sur la numérisation, Mme Salomé Lutz a été engagée au 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 afin de compléter l'équipe de l'atelier de restauration (voir le chapitre 9).

1.2. Personnel auxiliaire

Quatre mandataires rétribués à l'heure par les ACV ont réalisé les travaux suivants:

- M. Philippe Barras a fourni un appui temporaire à l'adjoint du directeur en effectuant sous sa direction des recherches pour répondre aux demandes d'information des personnes ayant connu des placements extrafamiliaux pendant leur enfance et leur adolescence;
- M. Daniel Guélat a ressaisi dans la base de données DAVEL de nombreux inventaires dactylographiés dont la structure ne permettait pas la migration semi-automatique; il a également participé à la préparation puis à la réalisation de l'opération de numérisation en expertisant différents types de registres à traiter, en organisant leur manipulation et en contrôlant les fichiers produits;
- Mme Morgane Lambert a secondé temporairement le bibliothécaire scientifique, notamment par la création de notices bibliographiques pour les dossiers documentaires relatifs à l'histoire des communes vaudoises, la correction du catalogage et l'établissement des états de collection du millier de périodiques des ACV;
- M. Alexandre Pahud a effectué la reprise dans DAVEL, avec refonte complète et adaptation aux normes de description actuelles, de plusieurs inventaires anciens.

Deux auxiliaires payées à l'heure, Mmes Maria Paz et Ana Reyes de Sanchez, ont secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de stages de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 2 semaines à 6 mois (dans certains cas, partiellement sur 2013 ou 2015), de la collaboration de 13 personnes, qui ont réalisé des travaux, soit de classement et d'inventaire, soit de saisie informatique, numérisation, manutention, numérotation, conditionnement et/ou étiquetage: Mmes et MM. Pedro Benido, Bexhet Gashi, Patrick Gauthey, Valérie Gonus, Yannick Grandjean, Stéphane Herzig, Audran Marchand, Michel Oddershede, Ruben Pereira, Marie-Laure Ravanne, Lies Roudane, Patrick Scholl, Beat Volken.

MM. Thibault Leuenberger et Samuel Sandoz ont effectué aux ACV des périodes de service civil de 3 à 4 mois, pendant lesquelles ils ont entrepris des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives, ainsi que de contrôle et de correction de notices et de descripteurs de la base de données.

Aucun «tigiste» (personne exécutant une peine sous forme de travaux d'intérêt général: TIG) n'a été employé par les ACV cette année.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Agents en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire - Lausanne (BCUL) en les recevant environ deux mois au cours de leur 2^e année et un mois et demi pendant leur 3^e année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). En 2014, 4 apprenties, Mmes Anusha Bieri, Natacha Kayihura, Géraldine Prior et Albine Rey ont ainsi effectué des stages d'archivistique dans notre institution.

Sept personnes ont suivi des stages d'initiation professionnelle aux ACV, généralement d'une durée de six mois (dans certains cas, partiellement sur 2012 ou 2014), en vue de leur admission dans différentes filières de formation du domaine de l'information documentaire ou dans le cadre de ces études (notamment le bachelor ou master en information documentaire de la Haute école de gestion de Genève ou le Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science des Universités de Berne et Lausanne). Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Mmes et MM. Emmanuelle Bessi, Héloïse Hahling, Estelle Hug, Alicia Monti, Yannick Posse, Jonathan Rudaz, Louise-Anne Thévoz.

Mme Margaux Lapiere a travaillé pendant deux mois en appui de la restauratrice des ACV, en relation avec ses études de conservation-restauration du patrimoine à l'Ecole de Condé, à Lyon.

Comme chaque année, la réalisation d'une part considérable des missions des ACV a reposé sur ce personnel auxiliaire et temporaire, ce qui pose d'importants problèmes d'organisation et représente une lourde charge d'encadrement pour le personnel régulier. Les 28 (24 en 2013) personnes différentes ainsi employées en 2014 ont fourni l'équivalent de 8,7 (8,4) Equivalent Temps Plein (ETP), à mettre en regard avec les 13,05 ETP du personnel fixe.

1.3. Formation permanente du personnel

Outre différentes journées de travail, réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes:

- l'ensemble du personnel: l'introduction à Office 2010/Windows 7;
- l'ensemble des archivistes: deux modules (3 + 2 jours, animés aux ACV par l'entreprise Serda) de formation au Records Management;
- Mme Bellanger: un cours d'un jour sur les reliures de conservation et la mécanique du livre, un autre sur la manipulation des oeuvres à la Bibliothèque nationale, ainsi qu'un cours du CEP sur la gestion des conflits;
- Mme Brélaz: plusieurs modules de formation, répartis sur l'ensemble de l'année, sur le logiciel financier SAP d'une part, sur la responsabilité de correspondante RH d'autre part, ainsi qu'un cours du CEP sur la grammaire des émotions;
- MM. Coutaz et Rubin: un cours de formation pour les contributeurs Typo 3;
- MM. Guisolan et Rubin: une journée d'accompagnement à la numérisation.

2. Bâtiment et équipement

Densification: la première étape de la densification des dépôts des ACV, votée par le Grand Conseil le 27 mars 2006, a été limitée aux besoins urgents, une seconde étape étant alors envisagée pour 2011. Celle-ci n'a cependant pas pu être réalisée à ce jour, au risque de parvenir prochainement à une saturation des dépôts. Un EMPD est en cours de rédaction depuis juillet 2014, en collaboration avec le Service immeubles patrimoine et logistique (SIPAL), et son adoption espérée à l'été 2015 au plus tard. Le projet prévoit le remplacement de tous les rayonnages fixes du 4^e étage par des rayonnages mobiles, ainsi qu'une installation de contrôle du climat pour les fonds photographiques et une amélioration de la sécurisation des accès aux locaux.

Divers: les travaux d'entretien suivants ont été entrepris en 2014: poursuite du remplacement progressif des stores défectueux; modernisation de l'éclairage, soit changement graduel de tous les luminaires, tant pour des raisons de luminosité que d'économie d'énergie; curage du collecteur de drainage qui entoure toute la zone de stockage.

Un devis a été établi pour la réfection complète de la toiture plate, marquée par des infiltrations d'eau.

Équipement informatique: voir le chapitre 3.

3. Informatique

La direction des projets complexes d'archivage électronique d'une part, de numérisation d'autre part, a impliqué une mobilisation importante et presque permanente du directeur, des archivistes et du photographe tout au long de l'année, ainsi qu'un engagement suivi de membres du Pôle institutions de la Direction des systèmes d'information (DSI).

Le directeur fait partie du Comité de pilotage du nouveau Système d'Information pour l'Exécutif et le Législatif (Bleu SIEL), l'archiviste responsable des relations avec les communes est le Représentant de l'Optimisation des Processus (ROP) dans le cadre du déploiement de la cyberadministration vaudoise.

Archivage électronique: dans le cadre du crédit d'étude du 14 mars 2012, l'Etude du Nouveau Système d'Information des ACV (ENSIACV) est entrée dans la phase de conception. Sur la base de nouveaux processus métier définis à fin 2013, les exigences métier du futur système d'information ont été définies avec l'aide d'un consultant externe. Elles permettront de dresser l'architecture logique et fonctionnelle du futur système.

Parallèlement, la question du choix de sites pilotes pour l'archivage électronique a été abordée. Il s'agit d'identifier un ou plusieurs services de l'administration cantonale susceptibles de verser des documents numériques qui satisfassent aux exigences de l'archivage électronique en matière d'intégrité, de fiabilité et d'authenticité des documents. Est apparue l'opportunité du projet Bleu SIEL, qui est en cours parallèlement et pourrait devenir le site pilote privilégié, exemplaire et transposable dans d'autres projets de l'administration cantonale. Il est envisagé de coupler l'EMPD Bleu SIEL et celui d'ENSIACV.

Dans le cadre de cette étude, durant 5 journées, une formation sur le Records Management (conduite de projet, plan d'action et politique d'archivage) a été dispensée par un mandataire externe aux archivistes et aux membres de la DSI participant à ENSIACV.

Suite à la démission de son chef, en fin d'année, l'organisation du projet a été entièrement remaniée du côté de la DSI et ne sera opérationnelle qu'au début de l'année 2015.

Numérisation: les adjudications ont été signées le 20 janvier 2014, tant pour l'externalisation de la numérisation des registres de paroisses et d'état civil (1560-1875) que pour l'installation d'un pôle numérique aux ACV, destiné en premier lieu à la numérisation des collections des cartes et plans, souhaitée depuis près de 15 ans. Les travaux externalisés ont été réalisés de mars à novembre. Les contrôles réalisés

ont révélé certains problèmes de qualité (essentiellement des pages manquantes) et une procédure de correction («rework» partiel) a été définie avec l'entreprise concernée: elle débutera en janvier 2015. La partie «pôle numérique» du projet a vu la fin des travaux d'adaptation des locaux, suivis en juillet de l'installation des appareils, deux scanners A0 et A1 avec leurs accessoires. De septembre à la fin de l'année, les logiciels Limb Server (traitement d'images) et Limb Maestro (gestion et administration) ont été implémentés, les espaces disques pour le stockage des images configurés, les données préexistantes migrées, les bugs repérés lors des contrôles corrigés, les formations nécessaires dispensées aux membres du personnel régulier des ACV concernés. Deux postes d'opérateur ont été mis au concours et pourvus à la fin de l'année: les futurs collaborateurs entreront en fonction en avril 2015, pour des mandats dans une première étape limités à deux ans (voir également le chapitre 10).

Base de données DAVEL: le changement de système d'exploitation des ordinateurs des ACV a permis le passage à la version 5.1 de scopeArchiv, qui s'est déroulé sans encombre et sans guère perturber la saisie et la consultation des inventaires.

En vue de leur import dans DAVEL, le traitement d'inventaires saisis sur des logiciels de bureautique a pu être poursuivi. Le dernier lot traité en 2014 comprend notamment l'inventaire du fonds d'archives de la famille de Mestral, des inventaires de registres fonciers et d'archives notariales. La conversion des données numériques, sur l'outil CoSA et leur import dans DAVEL, devront encore être parachevés manuellement par une secrétaire des ACV.

Matériel et réseau: en vue de la consultation future de documents numérisés sur des postes dédiés en salle de lecture, le parc de machines a sensiblement augmenté en 2014. Les ACV ont ainsi fait l'acquisition de 10 ordinateurs supplémentaires, dont un Macintosh pour l'atelier de photographie. En tout, à la fin de l'année, les ACV comptent 49 ordinateurs, 8 imprimantes et 4 scanners. La salle de lecture a été dotée de 9 ordinateurs mis à la disposition du public.

En juillet 2014, les ACV ont été l'un des premiers secteurs de l'administration vaudoise à faire passer le système d'exploitation de l'ensemble de ses postes de Windows XP à Windows 7. Cette opération a entraîné le renouvellement du matériel: 19 ordinateurs ont été remplacés. A quelques exceptions près, les anciens ordinateurs fixes ont été remplacés par des portables.

Notices créées dans la base de données: voir le chapitre 6.5.

Consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

4. Relations avec les producteurs d'archives

4.1. Relations avec l'administration cantonale

Loi, réglementation, directives: la nouvelle version du corpus des 13 directives DRUIDE sur l'archivage, préparée par les ACV afin d'adapter celles-ci aux dispositions de la nouvelle loi sur l'archivage, a été adoptée par le Conseil d'Etat le 22 janvier 2014, en même temps qu'une mise en conformité du règlement d'application de la loi définissant des délais de protection prolongés pour certaines catégories d'archives très spécifiques (Grand Conseil, Registre foncier, Ordre judiciaire, Ministère public et Police cantonale). Ces nouvelles règles ont été intégrées aux démarches internes et externes destinées à la promotion et à l'application de la loi et de son règlement, en particulier les cours dispensés par les ACV (voir ci-dessous).

Visites: 70 (68) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire. Les contacts quotidiens par courriel et par téléphone ne sont pas comptabilisés.

Le département le plus visité a été celui de la Santé et de l'action sociale (DSAS, 22 fois), suivi de celui de la Formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC, 13 fois). Une part importante de ces entretiens était liée à des projets de calendriers de conservation (voir ci-dessous), les autres contacts ayant

principalement pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements. A cet égard, le Département de psychiatrie du CHUV et les différents sites hospitaliers de psychiatrie ont été l'objet d'une attention particulière, en lien avec le traitement coordonné de l'énorme masse de leurs dossiers de patients, ainsi que de leurs autres archives administratives et médicales. Au DFJC, plusieurs visites de deux archivistes des ACV ont permis de traiter l'ensemble des archives du Secrétariat général pour le dernier quart du 20^e siècle.

Formations: en application du règlement d'application de la loi sur l'archivage (RLArch) et des directives DRUIDE pour la gestion des archives, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois doivent désigner un «préposé à la gestion des archives» parmi les membres de leur personnel, dont les ACV assurent la formation. A cette fin et dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP), les ACV ont donné le 14 mai une session du séminaire «La gestion et l'archivage des documents dans l'administration cantonale vaudoise», prioritairement destiné aux préposés. Cette formation a réuni 26 participants.

Les pages réservées aux ACV sur l'Intranet de l'Etat de Vaud sont un vecteur essentiel de la communication avec les préposés. On y trouve notamment le support de cours, ainsi que toutes les directives, formulaires, modèles de calendriers de conservation des archives et autre documentation utile. Elles sont régulièrement complétées.

Instruments de gestion des documents: l'optimisation de la gestion des archives, en particulier de leur évaluation avec sélection, puis de leur élimination ou versement aux ACV, passe par la rédaction de «calendriers de conservation» (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), assumée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV. Une part importante des relations des ACV avec les différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire est donc consacrée à la promotion de cet instrument de gestion des archives. Quelques services doivent encore finaliser leur premier calendrier de conservation. Parallèlement, plusieurs ont déjà entrepris de réviser ceux en vigueur, notamment afin de mieux prendre en compte les documents gérés sur supports numériques.

Des calendriers de conservation ont été adoptés en 2014 pour: Service du développement territorial (SDT)/Division améliorations foncières (AF); Secrétariat général du Département de la santé et de l'action sociale (SG-DSAS); Service de prévoyance et d'assistance sociales (SPAS). Tous les calendriers en vigueur figurent sur les pages de l'Intranet des ACV.

Des projets de nouveau calendrier de conservation ou de révision de celui en vigueur sont en cours pour: Direction générale de l'environnement (DGE); Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle (OCOSP); Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques (URSP); Service des communes et du logement (SCL); Service pénitentiaire (SPEN); CHUV/archives de gestion; CHUV/Département de psychiatrie/Centre d'expertises psychiatriques; Secrétariat général du Département des infrastructures et des ressources humaines (SG DIRH); Centrale des autorisations en matière d'autorisations de construire (CAMAC); Office de l'information sur le territoire (OIT); Direction des systèmes d'information (DSI); Administration cantonale des impôts (ACI); Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI).

Plusieurs services ou offices qui ne parvenaient pas à mener le projet d'un calendrier de conservation par leurs propres forces (en particulier leur préposé à la gestion des archives) ont choisi de mandater un archiviste extérieur pour effectuer cette tâche, généralement avec d'excellents résultats. Les ACV peuvent en général, sur demande d'un service, fournir à celui-ci les coordonnées de professionnels disponibles.

Dossiers à signaler: à la suite de longues discussions avec la Division de l'état civil cantonal, tous les registres de naissance, mariage et décès de l'état civil dès 1876 et jusqu'en 2004 ont été versés aux ACV entre la fin de 2013 et le début de 2014, ainsi que ceux concernant les annonces de mariage et les registres dits «B» (événements hors arrondissements). Par contre, les registres des familles demeurent pour l'instant à l'Etat civil. La question de la mise à disposition du public, en particulier des généalogistes qui demandent depuis longtemps à pouvoir accéder à des sources plus récentes que 1875, date limite des registres d'état civil conservés aux ACV sous la cote Ed, a fait l'objet de discussions approfondies. Elle est

en effet complexe, tant pour des motifs pratiques (entre autres la masse documentaire considérée, près de 250 mètres linéaires) que juridiques (protection des données personnelles). La solution a été trouvée par l'ouverture d'un accès à la base de données de l'état civil limité aux années autorisées par l'ordonnance fédérale sur l'état civil (31 décembre 1899 pour les naissances, 31 décembre 1929 pour les mariages, 31 décembre 1959 pour les décès), sur les ordinateurs de la salle de travail des ACV mais non sur Internet. La mise en place de l'accès sécurisé que cela implique n'a malheureusement pas pu être réalisée en 2014, comme les ACV l'avaient souhaité.

Le vaste projet de traitement des énormes masses de dossiers et autres documents conservés par les institutions psychiatriques a été étendu de l'Hôpital de Cery aux autres établissements du canton. Les règles de tri (critères d'échantillonnage) définies avec la collaboration des professionnels concernés et de spécialistes de l'histoire de la médecine ont été ou seront également appliquées dans ceux-ci. Les volumineux versements qui s'ensuivent (Hôpital psychiatrique de Prangins, en décembre) et qui seront encore réalisés en 2015 vraisemblablement impliquent bien sûr un gros travail de reclassement et de conditionnement, effectué de préférence sur place, mais parfois aussi après réception des fonds aux ACV. Rappelons que les dossiers médicaux sont soumis à des conditions de consultation extrêmement strictes, aux ACV comme chez leur producteur.

La procédure rigoureuse arrêtée en collaboration avec le Registre foncier (RF) pour faciliter le versement des registres parfois très récents qu'il doit remettre aux ACV dans le cadre de sa réorganisation territoriale, avec un recensement détaillé des volumes à verser pouvant être repris en partie automatiquement lors de l'inventorisation, a à nouveau été appliquée à deux offices cette année, ceux de Cossonay et de Morges. Les nouvelles règles de consultation des différents types de registres qui ont été définies avec le RF ont pu entrer en vigueur au début de l'année, du fait de l'adoption par le Conseil d'Etat d'une modification du règlement d'application de la loi sur l'archivage.

Le périmètre des archives officielles ne s'arrête pas aux seuls services et offices de l'Etat. L'article 2 de la loi sur l'archivage, qui définit son champ d'application, prévoit ainsi que celui-ci s'étend aux «personnes physiques et morales auxquelles le canton ou une commune confie des tâches publiques, dans l'exécution desdites tâches». Les contacts pris en 2013 pour prendre en compte ces archives «para-administratives» ont été poursuivis cette année, en particulier avec l'Association vaudoise des organismes privés pour personnes en difficulté (AVOP), qui regroupe une septantaine d'institutions et avec la Fédération des hôpitaux vaudois (FHV), qui réunit une douzaine d'hôpitaux régionaux. Le travail avec l'AVOP a été considérablement ralenti du fait que le représentant des ACV, l'adjoint du directeur, a dû au cours de l'année consacrer une part de plus en plus considérable de son temps à la question des mesures coercitives à fin d'assistance et des placements extrafamiliaux (voir le chapitre 11). En lien direct avec celle-ci, une circulaire a été émise par l'intermédiaire de l'AVOP à l'intention des institutions en relation avec le Service de protection de la jeunesse, afin qu'elles ne procèdent à aucune destruction de dossiers jusqu'à nouvel avis.

Egalement à la limite des archives officielles et des archives privées, il faut mentionner les négociations concernant la donation à l'Etat de Vaud des collections de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire, qui ont abouti à un accord de principe de la cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture. Les ACV, le Musée cantonal d'archéologie et d'histoire et la Bibliothèque cantonale et universitaire-Lausanne sont chargés, dans un partenariat harmonieux, de la répartition des collections, de leur inventaire et de leur mise à disposition publique, dans un délai de 3 ans (2015-2017). Les ACV s'occuperont en particulier des archives manuscrites (cahiers, etc.), cartes, plans, gravures et photographies exécutées dans le cadre des missions des établissements scolaires.

Eliminations: appliquant rigoureusement les critères de tri élaborés en collaboration avec les services concernés et fixés dans les calendriers de conservation, les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 4185 (5225) m.l. d'archives dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ces éliminations sont protocolées dans des bordereaux ad hoc. Mis en regard des 350 m.l. reçus cette année, cela signifie 92% de documents éliminés pour 8% versés.

4.2. Relations avec les communes

Visites et expertises dans les communes: les ACV fournissent conseils et assistance aux personnes en charge des archives communales, par téléphone et par courrier, également par des visites sur place, si nécessaire et sur demande. En 2014, 18 (16) visites ont ainsi eu lieu. Les échanges ont porté principalement sur les questions suivantes:

- conseil en matière de classement et de durées de conservation;
- promotion des outils développés en faveur des communes, à savoir le *Guide pratique de gestion des archives communales du Canton de Vaud* et le *Calendrier de conservation des archives communales vaudoises*;
- état sanitaire des locaux et des documents des Archives communales;
- soutien aux utilisateurs de la plateforme www.archivescommunales-vd.ch.

Parmi ces visites, 5 expertises d'archives communales ont été effectuées à la demande des Communes. Ces expertises représentent à chaque fois 2 à 3 jours de travail et aboutissent à des rapports circonstanciés adressés aux Municipalités. La mise à jour du *Guide pratique des archives communales* permettra de valoriser cet investissement, en rendant accessible à toute personne intéressée l'expertise établie à chaque fois pour une seule commune.

Une autre visite a concerné la commune de Villarzel, en lien avec la rédaction d'un ouvrage publié pour célébrer les 800 ans de la localité.

En dérogation à la règle selon laquelle les Communes conservent elles-mêmes leurs archives, la commune de Cuarny a prié les ACV de conserver temporairement un lot de 23 parchemins, papiers et registres de plans datés de 1495 à 1886, disparus des Archives communales il y a une trentaine d'années, retrouvés fortuitement et confiés aux ACV. Cette demande particulière est liée à l'absence d'un local de conservation adéquat, ainsi qu'aux incertitudes planant sur un projet de fusion.

Archivage électronique: des demandes régulières de conseils parviennent aux ACV concernant l'archivage électronique de documents générés dans le cadre d'une Gestion électronique des documents (GED). Un courrier-modèle a été réalisé pour répondre à de telles sollicitations.

Publication des inventaires d'archives communales: durant l'année 2014, un engagement particulier a été consenti afin de consolider la gestion de la plateforme www.archivescommunales-vd.ch tournant sur le logiciel open source Ica-AtoM, notamment par la participation à 12 séances tenues à l'extérieur de l'institution. A la fin de l'année, les tâches endossées par les ACV ont été transmises entièrement au Groupe de travail chargé de la gestion de la plateforme. En 2015, les ACV se concentreront sur la sensibilisation à l'usage des normes descriptives.

Soutien financier: pour la première année, les ACV ont bénéficié d'une ligne de budget à hauteur de 10 000 CHF, destinés à soutenir le projet Panorama 2, dont la plateforme www.archivescommunales-vd.ch représente le premier aboutissement. Ce montant a été utilisé à 97%. Il sera à nouveau disponible en 2015.

Guide pratique des archives communales: la mise à jour a pris un peu de retard. 80% du contenu a été relu puis repris sur Typo3. Il ne manque plus que le chapitre 6 consacré aux archives électroniques et dont la rédaction pourra profiter des contenus de l'exposition 2015 portant sur cette thématique. Une fois la mise à jour réalisée, les ACV disposeront de meilleurs moyens de communication à destination des archivistes communaux, comme par exemple une page d'actualités à laquelle ces derniers pourront s'abonner.

Formation: pour la troisième année consécutive, les ACV ont donné le 5 novembre un cours de deux heures destiné aux communes, intitulé «La loi sur l'archivage: principes et conséquences pour les communes». Il a réuni 8 participants.

4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé

11 (22) visites ont été effectuées auprès de personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation.

Comme chaque année, ces contacts ont concerné des archives de natures très diverses (personnelles, familiales, d'associations, artisanes) et relatives à des domaines très variés (politique, social, économique, culturel, sportif, etc.). Ils ont en majorité déjà débouché sur des donations ou dépôts: voir le chapitre 5.2.

Le phénomène est constaté depuis plusieurs années, de nombreux fonds d'archives d'origine privée reçoivent des extensions, une fois l'inventaire rédigé. Malgré la sollicitation des ACV, plusieurs détenteurs d'archives préfèrent juger sur pièce le travail, avant de confier l'ensemble de leur fonds à notre institution. Cela n'est pas sans conséquence sur la cohérence des inventaires. Les ACV prennent toujours la précaution de vérifier le bien-fondé de la demande, avant de statuer. Elles renvoient aux Archives communales les personnes ou les institutions qui détiennent des fonds d'importance locale. Lorsque les conditions ne sont pas réunies et exigent trop de l'institution, elles refusent l'acquisition des documents proposés. Des ententes financières sont trouvées de cas en cas. Les ACV n'achètent en principe aucun fonds.

L'Association des Archives hôtelières suisses loue temporairement, depuis 2013, des rayonnages pour déposer ses archives.

5. Accroissement des fonds d'archives

5.1. Versements d'archives publiques

20 (18) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 22 (25) versements, totalisant 350 (638) m.l., dont 84 en provenance du Registre foncier, 66 du Service pénitentiaire, 63 de divers hôpitaux (en particulier psychiatriques), 57 de l'ex-Service des bâtiments et 44 de la Division état civil.

Les versements du Registre foncier s'ajoutent à plus de 800 m.l. de documents de même provenance versés ces quatre dernières années, dans le cadre de la réorganisation territoriale des offices. S'agissant de documents relativement récents, ils entraînent une augmentation immédiate du nombre de demandes de copies certifiées conformes d'actes officiels. Le versement de l'Etat civil complète le volumineux versement de tous les registres des événements (naissances, mariages, décès), effectué à la fin de l'année précédente (184 m.l. + 42 m.l.). Ceux des hôpitaux s'inscrivent dans le cadre de l'effort particulier mis depuis deux ans sur le repérage, l'évaluation, le tri et la sécurisation des archives hospitalières, en particulier psychiatriques, sources documentant des domaines de recherche très prisés des historiens contemporains; rappelons que la consultation de ces documents demeure soumise à l'autorisation du service versant sans limite de durée. Enfin, le versement du Service pénitentiaire comble une grosse lacune; il a été précédé d'une importante opération de tri et de (re)classement des archives détenues par le service, effectuée par un mandataire recommandé par les ACV.

Les versements officiels ont été le fait de:

Département du territoire et de l'environnement (DTE)

- Ex-Service de l'aménagement du territoire: dossiers relatifs au plan directeur cantonal de 1987 (complément de versement) (SB 240)

Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)

- Secrétariat général: archives 1980-1999 du Secrétariat général et du Chef du département (SB 274)

Département des institutions et de la sécurité (DIS)

- Ex-Autorité cantonale de surveillance des fondations: dossiers clos de 2000 à 2003 (complément de versement) (SB 215)
- Service pénitentiaire: registres et dossiers de la Direction, registres d'exécution des jugements, bibliothèque, films, 1819-1999 (SB 282)
- Police cantonale: documents du Bureau des armes 1968-1996 (complément de versement) (SB 162); sélection et échantillon de dossiers d'enquêtes 1982-2004 (complément de versement) (SB 242)
- Service de la sécurité civile et militaire: documents relatifs à la défense aérienne passive 1935-1945, à la défense aérienne 1945-1962, à la protection civile 1962-1980, divers (SB 277)

Département de la santé et de l'action sociale (DSAS)

- Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV): échantillon statistique des dossiers de patientes d'obstétrique et de gynécologie 1959-1989 (SB 273)
- Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent: échantillon de dossiers 1943-2000 (complément de versement) (SB 264)
- Hôpital orthopédique de la Suisse romande: échantillon statistique des dossiers de patients 1953-2005 (dossiers papier et dossiers de radiographies séparés) (SB 272)

Département de l'économie et du sport (DECS)

- Etat civil cantonal: registres des publications de bans de mariages 1859-2000 (principalement 1876-2000) (SB 268 + complément du versement SB 165)

Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH)

- Ex-Service des routes et des autoroutes: photographies des chantiers de construction de l'autoroute A9 (Lausanne-Saint-Maurice) et de la semi-autoroute A9b (Chavornay-Vallorbe), 1970-1995 (SB 281)
- Ex-Commission de recours Decfo/Sysrem: archives de la commission chargée des recours liés à l'introduction de la nouvelle classification des fonctions et de la nouvelle grille salariale à l'Etat de Vaud: législation, documents de référence, décisions, 2008-2014 (SB 275)

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)

- Registre foncier du district de Cossonay: propriétés 1956-1998, servitudes 1941-1998, gages immobiliers 1979-1998, présentations 1956-1998, divers 1911-2012 (SB 280 + complément du versement SB 220)
- Registre foncier du district de Morges: gages immobiliers 1955-1970, présentations 1894-1963, expropriations 1934-1992, divers 1843-2006 (SB 279)
- Ex-Service des bâtiments: construction et transformation des bâtiments appartenant à l'Etat, sélection de documents liés à leur entretien, divers, 1956-2002 (SB 276)
- Ex-Service des bâtiments: plans des bâtiments des hospices cantonaux (Lavey, Villeneuve, Gimel, Lausanne, Prilly, Prangins), 1866-1998 (SB 233)

Ordre judiciaire (OJ)

- Tribunal des mineurs: échantillon de dossiers des causes 1981-1983 (SC 200)

Communes:

- Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. Aucun versement n'a été enregistré en 2014.

5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives

65 (58) entrées, concernant 53 (47) fonds différents, dont 23 (23) nouveaux, ont totalisé 201 (246) m.l. (les documents isolés placés dans les collections de documents P 1000 et P 2000 ne sont pas comptés).

Il faut signaler en particulier, celui de la Fondation Profa (ancien Centre médico-social de Pro Familia, autonome depuis 1984) (N 13), ainsi qu'un important complément du fonds de l'Ecole d'études sociales et pédagogiques concernant le traitement des orphelins et les placements d'enfants au 20^e siècle, à mettre en relation avec les recherches relatives aux mesures coercitives à des fins d'assistance et aux placements extrafamiliaux (N 9). En ce qui concerne les fonds privés, la première partie d'un fonds exceptionnel, celui de DM-échange et mission, ancien Département missionnaire romand (PP 1002) et celui du fameux Dr Auguste Rollier, créateur de la «cure solaire» contre la tuberculose (PP 1028).

Parmi les nombreux fonds qui ont fait l'objet de compléments, on peut citer:

- N 9: Ecole d'études sociales et pédagogiques (EESP): archives personnelles de Louissette Buchard-Molteni (1933-2004), victime de placements extra-familiaux; dossiers de l'étude scientifique «le traitement des orphelins et les placements d'enfants au 20^e siècle»; documents en lien avec l'exposition itinérante «Enfance volée»
- PP 314: Association vaudoise pour les droits de la femme: documents administratifs et dossiers d'activités 1969-2010 réunis et conservés par la présidente Mme Christiane Mathys-Reymond
- PP 495: Unions chrétiennes de jeunes gens du canton de Vaud: archives de la présidence de M. André Philippe, 1998-2014: procès-verbaux, correspondance, dossiers de projets, etc.
- PP 548: Junod (Louis): bibliothèque personnelle de Louis Junod sur l'histoire du canton de Vaud, de la Suisse et des pays européens, biographies, récits de voyages, instruments de recherche, etc.
- PP 746: Fondation pour le réarmement moral (depuis 2001: Caux, Initiatives et Changements): films 1933-1972, versés au fonds conservé aux ACV après numérisation par les Archives de la Ville de Lausanne
- PP 881: Rollan (Jack): journaux publiés, poèmes imprimés et manuscrits, partitions, correspondance, portraits, photographies, dessins, dossiers, objets, remis aux ACV au décès de sa veuve
- PP 913: Gutscher (Hans): complément de dossiers de réalisations du cabinet d'architecte, 1993-2007

Les principaux nouveaux fonds sont:

- N 13: Fondation Profa: statuts, règlements, procès-verbaux, rapports, correspondance, dossiers, etc. relatifs à la création de la Fondation et à ses activités dans les domaines principalement du planning familial, de la consultation conjugale et de l'éducation sexuelle; parts d'archives des Dr Charles Bugnon et Robert Dreyfus; publications, photographies, enregistrements sonores, etc.; 1910-2009 (surtout 1965-2009)
- PP 1002: DM-échange et mission: première partie du fonds de l'ancien Département missionnaire des Eglises évangéliques romandes, constituée par la part ancienne de sa bibliothèque: ouvrages de référence et de travail pour les missionnaires et d'information sur les pays concernés par les missions (elle comprend notamment de nombreux dictionnaires des parlers locaux établis par les pasteurs), env. 1850-2000
- PP 1007: Fondation Henri Necker/Archives de Vufflens: documents en possession de la Fondation Henry Necker relatifs au château de Vufflens, concernant principalement la famille de Senarclens, Jehan de Mestral et Philibert de Colombier, 1294-1766
- PP 1008: En quatre ans on prend racine: archives administratives et d'activité du mouvement, actif dans la défense des requérants d'asile, de sa création (1998/2000) à sa dissolution (2008): procès-verbaux, correspondance, coupures de presse, photographies, divers, 1985-2009

- PP 1012: Cornaz (Henri): archives personnelles et professionnelles, de militant et de passionné d'histoire d'Yverdon-les-Bains de l'imprimeur, éditeur, militant politique, homme fortement engagé en faveur de la culture, né en 1920; notamment documents sur la guerre d'Algérie, sur l'histoire de l'Imprimerie Cornaz, publications, prix, 1894-2010
- PP 1013: Société des étudiants Lémania Lausanne: archives de la Jeune Lémania et de la Vieille Lémania, dont procès-verbaux, correspondance, prologues, photographies, imprimés, 1891-2013
- PP 1014: Delessert (Claude): coupures de presse, photographies, cartes postales, cartons d'invitation, menus, correspondances, dessins, caricatures, textes dédiés et autres documents rassemblés en albums par l'ancien huissier puis dès 1986 huissier-chef de l'Etat de Vaud (1932-2009, en fonction de 1962 à 1995)
- PP 1015: Centlivres (Pierre): documents sur l'histoire vaudoise réunis par le directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel: lettres d'Henri Meylan, archives relatives aux familles Gleyre d'Aubonne et de Chevilly, divers, 1719-1924
- PP 1016: Margot (famille et familles alliées): archives sur sa famille rassemblés par l'architecte Pierre Margot, son père et son grand-père, 1700-2008
- PP 1017: Secrétan (Bernard): archives réunies par Bernard Secrétan (1935-2013) pour les besoins de son étude «Histoire d'une famille lausannoise de 1400 à aujourd'hui», enrichies des archives personnelles de plusieurs autres membres de la famille, dont Eugène Secrétan (1839-1919), Edouard Secrétan (1848-1917), Roger Secrétan (1893-1966)
- PP 1018: Vuilleumier-Bessard (famille): archives centrées sur le couple formé par le pasteur René Vuilleumier (1918-2001) et son épouse Denise Bessard (1919-2013), permettant de retracer la vie quotidienne de quatre générations, de leurs parents à leurs petits-enfants, 1700-2014
- PP 1022: Professeurs de la Faculté de médecine de Lausanne, 1890-1960: documentation réunie par Guy Saudan dans le cadre d'un projet de thèse d'histoire: imprimés, notes, bibliographies, notices biographiques, etc.
- PP 1026: Fondation pour la jeunesse suisse Général Guisan: acte constitutif (24 février 1969) de l'association constituée à la mémoire du Général et dans le but de renforcer le sentiment de solidarité nationale entre les jeunes des différentes régions suisses: statuts, procès-verbaux des séances du Conseil, correspondance, dossiers, 1954-2004
- PP 1028: Rollier (Auguste): documents relatifs principalement à la carrière professionnelle du Dr Rollier (1874-1954), pionnier de la lutte contre la tuberculose, responsable de très nombreuses cliniques à Leysin où il mit au point la «cure solaire», notamment collection des publications, manuscrits, correspondance avec des confrères, 1750-2005

Parmi les fonds non cités, on en trouve en particulier qui concernent les personnes, familles, associations, entreprises ou institutions suivantes: Agence de presse CRIA (Centre Romand d'Information en Agriculture, alimentation, nature, environnement, santé), Amicale des lance-mines de la cpEMbatfus5, Association romande du cinéma, Association vaudoise des amis de l'Orchestre de la Suisse romande, Authier (famille), Bonnard (Jaques), Bory (famille), Bossard (Maurice), Bugnion (famille), Centrale sanitaire suisse, Choeur Pro Arte (Lausanne), commune de Cuarny (voir chapitre 4.2), Coopérative du Comptoir suisse, Diserens (Henri), Edipresse Publications SA, Eglise et monde du travail (Association), Eglise évangélique libre du canton de Vaud, Froidevaux (Thierry), Gerber (Freddy), Giacchero (Enzo), Godet (-Gilliard, Marie-Anne), Jeanneret (Pierre), Koudenhove-Kalergi (Richard Niklaus de), Lambercy-Tanner (famille), Langer (famille), Mamejan (famille), Mercier (famille), Parti Ouvrier et Populaire du canton de Vaud, Pomian (John), Rochat (Rémy), Stop Mobbing (Association), Union des patrouilleurs alpins 10, Veillard (Maurice).

6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche

38 (39) inventaires nouveaux ont été réalisés ou achevés (15 de versements officiels, 22 de fonds para-administratifs ou privés, 1 de fichiers de dépouillement), totalisant 7468 (4618) pages.

32 (31) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 1656 (978) pages.

Comme à d'autres reprises, ce résultat presque record (9439 pages avaient été éditées en 2012) est en bonne partie conjoncturel, dû à la comptabilisation en 2014 d'un énorme inventaire réalisé sur une longue période (PP 886, Edipresse Publications SA). En 2012, il s'agissait d'un ensemble de 37 inventaires de dossiers de Registres du commerce. Au-delà des variations annuelles, la production d'inventaires des ACV représente chaque année plusieurs dizaines de milliers de notices informatiques créées dans la base DAVEL, qui occupent plusieurs milliers de pages lorsqu'elles sont imprimées. Cette tâche prioritaire (emmagasiner des archives ne suffit pas et ne prend son sens qu'avec la mise à disposition de l'information ainsi réunie, par le biais des inventaires) reste cependant tributaire dans une très large mesure du travail des nombreux stagiaires, auxiliaires, civilistes, mandataires, «tigistes» (personnes effectuant un travail d'intérêt général), etc., qui travaillent chaque année aux ACV, sous la supervision des archivistes et des autres membres du personnel fixe de l'institution.

Les nombreux inventaires dactylographiés ou sur traitement de texte migrés dans la base de données par des procédures semi-automatiques ou par simple ressaisie manuelle, ne sont pas comptés dans les chiffres précités.

Etat du classement des fonds et versements (au 01.03.2015):

Section ou sous-section		Inventoriés au 01.03.2014		Inventoriés au 01.03.2015		Evolution sur un an
Cote	Intitulé	Nombre	%	Nombre	%	%
N	Archives para-administratives	12 / 12	100	12 / 13	92	- 8%
P (close)	Fonds privés	858 / 858	100	858 / 858	100	0
PP	Fonds privés	997 / 1013	98	1017 / 1035	98	0
S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	275 / 275	100	275 / 275	100	0
SA	Grand Conseil	4 / 5	80	5 / 5	100	+ 20%
SB	Conseil d'Etat et départements	222 / 273	81	238 / 282	84	+ 2%
SC	Ordre judiciaire	194 / 199	97	196 / 200	98	+ 1%
SD	Constituante	1 / 1	100	1 / 1	100	0
Total		2563 / 2636	97	2602 / 2669	97	+ 0%
Arriéré		73		67		

Remarques:

- 1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sous-sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sous-sections P [close] et PP). Elle ne

tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [parchemins] et M [sceaux]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close]).

- 2) *Dans les colonnes «nombre», le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.*
- 3) *Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit en mars) et non au 1^{er} janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).*

Bien que le nombre de fonds non classés ait encore légèrement décru, le pourcentage (arrondi à l'unité) de fonds traités n'a pas augmenté, ce qui est normal avec un taux aussi élevé et compte tenu du délai inévitable entre la réception et l'inventorisation des fonds.

6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels

Trois inventaires de fonds officiels peuvent être signalés en particulier. L'inventaire du fonds de l'Hôpital de Cery permet l'accès (avec l'autorisation de la Commission fédérale d'experts du secret professionnel ou du Conseil de santé, selon les cas) à trois-quarts de siècle de dossiers de patients, depuis la fondation de l'établissement en 1873 (SB 261). Le fichier 1950-1988 de l'Office cantonal de contrôle des habitants et de police des étrangers est d'une très grande utilité pour les recherches biographiques concernant des étrangers (SB 134) (il fait suite aux fichiers 1890-1935: K VII h 482; 1935-1945/1950: SB4). Enfin l'inventaire du fonds de l'Institut de formation et de recherche de l'enseignement spécialisé (IFRES) documente 30 ans de didactique de ce domaine (SB 159).

Les nouveaux inventaires disponibles sont:

- SA 5: Grand Conseil: archives 1887-2000 (essentiellement 1976-2000): procès-verbaux des élections générales, originaux signés des lois et décrets, propositions de modifications de la loi sur le Grand Conseil, réceptions des présidents du Grand Conseil et des conseillers d'Etat nouvellement élus, plaintes adressées au Grand Conseil, Tribunal neutre
- SB 2: Section monuments historiques et archéologie: documentation produite par Daniel Glauser et Denise Reymond pour leurs ouvrages «Les maisons rurales du canton de Vaud», tomes 1 à 4, sur mandat conjoint de la Société suisse des traditions populaires et de l'Etat de Vaud, 1900-2003 (principalement 1980-2003)
- SB 134: Office cantonal de contrôle des habitants et de police des étrangers: fichier de contrôle des permis de séjour, 1950-1988, fichier des personnes au bénéfice d'un permis A ou B ayant obtenu un permis C, 1974-1988
- SB 159: Institut de formation et de recherche de l'enseignement spécialisé (IFRES): archives 1972-2001 du Séminaire cantonal de l'enseignement spécialisé (SCES, créé en 1972) et du Centre de ressources pédagogiques de l'enseignement spécialisé (CERES, créé officiellement en 1989), rassemblés en 1995 au sein de l'IFRES: documents relatifs à la création et aux restructurations, rapports annuels, procès-verbaux des instances et groupes de travail, correspondance, dossiers thématiques, dossiers des volées d'étudiants, sélection de travaux de fin d'études
- SB 233: Service des bâtiments: plans des bâtiments des hospices cantonaux: Etablissement thermal de Lavey-les-Bains, 1883-1985; Villeneuve, Cave des hospices, 1904-1989; Gimel, Asile de la Rosière et Asile Soerensen, 1937-1977; Lausanne, Hôpital cantonal, annexes et instituts universitaires, 1870-1998; Prilly, Hôpital psychiatrique de Cery, 1866-1989; Prangins, Hôpital psychiatrique, 1928-1978
- SB 235: Caisse cantonale de chômage: procès-verbaux de direction, rapports, statistiques, comptes, Association des caisses publiques cantonales romandes et tessinoises de chômage, Association des caisses publiques de Suisse et de la Principauté du Liechtenstein, 1952-2004

- SB 253: Secteur des droits politiques: organisation des scrutins cantonaux et fédéraux dans le canton de Vaud, 1930-2004; résultats des élections et votations communales, cantonales et fédérales, env. 1975/1978-200
- SB 261: Hôpital de Cery: dossiers des patients hommes et femmes, 1873-1949; dossiers de patients hospitalisés à Cery entre 1899 et 1967 et dont les écrits ou les dessins ont été conservés par le prof. Hans Steck
- SB 265: Registre foncier du district d'Oron: onglets des propriétés, 1898-1981, des gages immobiliers 1955-1998, journal, 1886-1963, cotets, estimations fiscales, etc., 1825-1998
- SB 266: Etat civil cantonal: registres des mariages civils, 1832-1875
- SB 272: Hôpital orthopédique de la Suisse romande: échantillon statistique des dossiers de patients, 1953-2005 (dossiers papier et dossiers de radiographies séparés)
- SB 279: Registre foncier du district de Morges: gages immobiliers, 1955-1970, présentations, 1894-1963, expropriations, 1934-1992, divers, 1843-2006
- SC 198: Office des poursuites et faillites de Nyon: sélection de dossiers de faillites ouvertes de 1989 à 2000 et échantillon de procès-verbaux de saisies de salaires, 1992-2001
- SC 199: Tribunal de prud'hommes de la Riviera: procès-verbaux, jugements et décisions des Tribunaux de prud'hommes de Montreux, 1944-1993, et de Vevey, 1983-1993, puis du Tribunal de prud'hommes de la Riviera, 1994-2000.

6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs

L'inventaire le plus important en nombre de pages est bien sûr celui, achevé cette année, du fonds de dossiers de photographies donné en 2007 par Edipresse Publications SA, qui documente principalement la période 1960-1998 pour le canton de Vaud (PP 886). Ceux des deux fonds des pionniers de l'idée européenne, Richard Niklaus Coudenhove-Kalergi (PP 1000) et Vittorio Pons (PP 1001), ont été traités en priorité, compte tenu de leur importance, et ont pu être achevés moins d'une année après l'entrée des documents aux ACV, permettant l'organisation de la signature officielle des conventions de dépôt le 17 novembre 2014, en présence du Conseiller d'Etat, Pascal Broulis, du Chancelier d'Etat, Vincent Grandjean, et d'une prestigieuse délégation de l'Union paneuropéenne. Des chercheurs européens sont rapidement venus aux ACV consulter ces fonds d'une grande richesse documentaire.

Les nouveaux inventaires disponibles sont:

- PP 886: Edipresse Publications SA: nouvel inventaire détaillé (4272 pages) de ce fonds exceptionnel totalisant 306 mètres linéaires, dont une moitié environ constituée de dossiers de photographies de presse (personnes, lieux, thèmes dont une section entièrement consacrée au sport) relatives en principe au canton de Vaud (521 381 clichés - tirages positifs noir-blanc, diapositives en couleurs, négatifs - env. 1950-2002) et une autre moitié d'une collection pratiquement intégrale des principaux journaux vaudois (dont la *Feuille d'Avis de Lausanne / 24heures* et la *Tribune de Lausanne / Le Matin*, 1763-2013)
- PP 982: Herzig (Henri): archives de la «mémoire vivante» d'Yverdon-les-Bains: documents réunis, notes, articles relatifs à la ville et à son histoire, avec quelques documents d'archives; archives de Léon Michaud (directeur du collège et historien) en lien avec Yverdon; bibliothèque; 1201-2002
- PP 989: Grandjean (René): archives personnelles du pionnier de l'aviation et ingénieur René Grandjean (1884-1963) et documents le concernant données par sa veuve: papiers personnels, documents originaux retraçant sa carrière d'aviateur et de pilote militaire, brevets, coupures de presse, photographies, coupes et médailles, etc., 1844-2005
- PP 996: Bossard (Maurice): archives du professeur de français médiéval et d'histoire de la langue à l'Université de Lausanne (1922-2013): curriculum vitae, liste des publications, séminaires de prononciation de la langue française, travaux sur la toponymie, documents et publications, collection «Le Chailléran», etc., 1690-2006

- PP 997: Fondation de famille Hélène Paillard: archives de la fondation: statuts, arbres généalogiques, procès-verbaux et rapports, comptes, photographies et albums photographiques, 1897-2012
- PP 999: Gillieron (famille et familles alliées): travaux généalogiques et héraldiques, documents divers, photographies, 1745-2010
- PP 1000: Coudenhove-Kalergi (Richard de): archives du diplomate (1894-1972), fondateur en 1923 de l'Union paneuropéenne, qui prônait la fédération économique et politique du continent européen, fondateur de l'Union parlementaire européenne en 1946, résident suisse durant la majeure partie de sa vie, 1839-2009, en particulier abondante correspondance avec des hommes politiques, intellectuels, ecclésiastiques, hommes d'affaires, aux Etats-Unis et en Europe, dès 1939, ainsi que conférences, articles, publications
- PP 1001: Pons (Vittorio): archives du haut fonctionnaire européen (1910-1996), qui fut notamment secrétaire général international de l'Union paneuropéenne (UPE) et créateur de la Fondation Archives Européennes, 1890-2014, notamment archives de l'UPE et de la Fondation Coudenhove-Kalergi, dont de nombreux dossiers de correspondance avec les gouvernements et institutions européens
- PP 1003: Chœur Pro Arte: archives de l'ensemble créé par André Charlet en 1947, notamment documents concernant le 40^e anniversaire, avec la création de l'œuvre musicale de François Margot «Course d'Ecole»; liste des membres, comptabilité, assemblées générales, rapports présidentiels, activités, concerts, livres d'or du Chœur de Jeunes de l'Eglise nationale vaudoise et autres documents, 1947-2003
- PP 1004: Chœur de chambre romand: archives de la période 1991-1998 de cet ensemble, fondé en 1946 sous l'appellation de Choeur mixte de Radio-Lausanne, devenu Choeur de la Radio suisse romande puis Choeur de chambre romand, souvent associé au Choeur Pro Arte de Lausanne et à la Chorale du Brassus: acte de fondation, assemblées générales, Conseil de fondation, correspondance, comptes, partitions, dossiers de concerts, 1982-1998
- PP 1007: Fondation Henri Necker/Archives de Vufflens, 1294-1766 (voir le chapitre 5.2)
- PP 1008: En quatre ans on prend racine, 1985-2009 (voir le chapitre 5.2)
- PP 1009: Amicale des lance-mines de la cp EM bat fus5: statuts, procès-verbaux, dessins, photographies, 1950-2008
- PP 1010: Commune de Cuarny: lot de 23 documents (parchemins, papiers, registres de plans) disparus des Archives de la commune, retrouvés, transmis aux ACV et conservés temporairement par celles-ci à la demande de la Municipalité, 1495-1886 (voir le chapitre 4.2)
- PP 1011: Masméjan (famille): archives de la famille, 1701-1913
- PP 1013: Société des étudiants Lémania Lausanne, 1891-2013 (voir le chapitre 5.2)
- PP 1014: Delessert (Claude), 1959-2000 (voir le chapitre 5.2)
- PP 1015: Centlivres (Pierre), 1719-1924 (voir le chapitre 5.2)
- PP 1019: Association romande du cinéma: statuts, documents de fonctionnement et dossiers d'activités, relations avec la SSR, 1993-2008 (à consulter parallèlement avec les archives de la Fondation vaudoise pour le cinéma, 1978-2012, PP 970)
- PP 1021: Stop Mobbing: documents de constitution de l'association, procès-verbaux, communications, articles, 2001-2005
- PP 1023: Diserens (Henri): archives d'un paysan de Savigny, membre de l'Eglise libre, dont un journal tenu de 1874 à 1897, de la correspondance, des cahiers de notes et de réflexions spirituelles et des textes divers, 1859-1925
- PP 1026: Fondation pour la jeunesse suisse Général Guisan, 1954-2004 (voir le chapitre 5.2)

6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche

Dans la section historique C, dite des «parchemins et papiers», le fonds de la seigneurie de L'Isle a été doté d'un nouvel inventaire détaillé (C XV 20). Il contient 221 documents datés de 1301 à 1992, dont des plans cadastraux 1677-1863 et les «plans pour la reconstruction du château de L'Isle» 1694-1696.

6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives des communes vaudoises. En 2014, cependant aucun instrument de recherche de ce type n'a été transmis aux ACV.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) (13 adjonctions) et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée) (1 adjonction) sont régulièrement mis à jour.

Parallèlement au classement et à l'inventaire des fonds encore dépourvus d'instruments de recherche (en principe parce qu'entrés récemment), la transformation des anciens inventaires d'archives dactylographiés en notices informatiques détaillées et indexées se poursuit, par des procédures semi-automatiques, voire entièrement manuelles pour les cas les plus complexes. Au cours de ce travail, les inventaires sont améliorés et complétés. Au 31 décembre 2014, 69% des fonds conservés aux ACV disposaient d'inventaires entièrement informatisés et 29% d'inventaires anciens dont une copie PDF est accrochée à une notice informatique au seul niveau du fonds, les 2% restants étant en attente de traitement.

L'inventaire et l'indexation des 5500 nouveaux dossiers biographiques et nécrologiques de l'Agence Télégraphique Suisse (ATS), constitués ou continués de 1999 à 2013 puis remis aux ACV au moment de l'abandon du support papier par l'agence, se poursuit.

Une opération de numérisation et de transcription de l'Inventaire blanc (documents du 10^e au 18^e siècles émanant des anciennes administrations ecclésiastiques et seigneuriales, puis bernoises) a été entamée afin de remplacer dans DAVEL l'actuelle reproduction du microfilm (2554 pages, travaux prévus sur 2 ans).

Après la fin de la numérisation et de la transcription des Nouveaux Titres (fiches manuscrites renvoyant aux parchemins et papiers de la section C), une procédure a été élaborée pour la mise en ligne des données en regard des cotes actuelles des fonds d'archives médiévales (travaux qui seront finalisés en 2015).

Dossiers généalogiques et fichier héraldique: voir le chapitre 8.

6.5. Instruments de recherche informatiques et site Internet

En 2014, la base de données DAVEL a été enrichie de 58 184 (40 196) notices validées: 57 953 (39 960) décrivent des unités documentaires en dessous du fonds d'archives, 33 (41) des fonds, des collections ou des versements, 103 (111) des entrées d'archives, 66 (55) des documents microfilmés et 29 (29) des producteurs d'archives.

A la fin de l'année 2014, le site Internet DAVEL contenait 384 838 enregistrements, décrivant autant d'unités documentaires. A cette date, 3 464 fonds ou collections (soit 97,33% de ceux conservés aux ACV) avaient un inventaire dans DAVEL.

Les pages statiques sur Internet et sur l'Intranet de l'Etat ont été régulièrement mises à jour, ainsi que les données d'inventaire figurant sur diverses bases de données nationales et régionales, qui sont accessibles à partir du site Internet de l'institution.

En décembre, la base DAVEL a été rattachée au portail Internet Archivesonline, qui permet une recherche simultanée dans les fonds de 21 institutions suisses, dont 3 Archives cantonales romandes (voir: <http://www.archives-online.org/search.aspx>).

Développements de la base de données et du site Internet des ACV: voir le chapitre 3.

Statistiques de consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche

Rappelons qu'à côté de la base de données consultable sur Internet ou en salle de lecture, les ACV ont décidé de maintenir la forme classique de l'inventaire par fonds. Celui-ci est généré semi-automatiquement à partir de DAVEL et il est mis à la disposition des usagers sous forme d'un fichier PDF/A lié à la notice du fonds ou d'un document imprimé disponible en salle.

Lors de la saisie des anciens inventaires dactylographiés dans la base de données, par des procédures semi-automatiques ou entièrement manuellement, les conditions d'accès (délais de protection) sont contrôlées et adaptées aux nouvelles normes définies par la LArch. Des consultations ont eu lieu à plusieurs reprises avec le Préposé à la protection des données et à l'information, notamment s'agissant de la publication des inventaires sur Internet, qui nécessite des précautions supplémentaires par rapport à la diffusion sous forme imprimée.

Les listes recensant par sections tous les fonds d'archives conservés aux ACV ont été entièrement remises à jour.

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 63 (108) m.l. de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

7. Bibliothèque

La gestion de la bibliothèque est assumée par le bibliothécaire universitaire, engagé à 80%, et l'assistante-archiviste qui consacre 50% de son temps à le seconder.

L'accroissement de la bibliothèque s'est maintenu en 2014 à un rythme soutenu. 1145 (1041) monographies ont été inscrites dans le registre des entrées: 598 proviennent de dons ou de dépôts (52%), 412 d'achats (36%), 134 de tris de fonds d'archives (12%) et 1 d'un échange (0%). Les collections de périodiques reçus habituellement par les ACV se sont accrues de 379 (424) exemplaires. 566 notices nouvelles ont été créées par les ACV dans le catalogue RERO. 117 (77) livres ont été donnés à la reliure.

Parmi les donateurs, on mentionnera notamment le Centre d'édition de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) qui a transmis de nombreuses publications de l'Etat et les Archives de la ville d'Yverdon. Des parts des bibliothèques personnelles de Richard Coudenhove-Kalergi et de Peter Rück ont été intégrées à la bibliothèque des ACV. Les échanges de livres obtenus en plusieurs exemplaires ont été poursuivis, notamment avec la Bibliothèque des Archives de la ville de Lausanne.

Le bibliothécaire universitaire participe avec ses collègues archivistes à l'accueil scientifique des usagers des ACV en salle de lecture à raison de 3 jours par mois environ. L'équipe de la bibliothèque assume aussi la responsabilité de l'adaptation de l'indexation des notices de la base de données DAVEL. Ce vaste projet consiste à doter les inventaires d'un vocabulaire contrôlé approprié et conforme aux pratiques internationales d'indexation. Le thésaurus s'est considérablement enrichi au cours de l'année 2014. De 652 067 termes enregistrés avant le 31 décembre 2013, le nombre de mots saisis est passé à 721 327 au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 69 260 unités. Les descripteurs sont répartis en trois catégories principales: les lieux (9%), les matières ou thématiques (24%) et les personnes (67%). Ils donnent un bon aperçu de la diversité des sources conservées aux ACV. Ces proportions n'ont pas changé par rapport à 2013.

La recherche des descripteurs est grandement facilitée depuis le passage à la nouvelle version de scopeArchiv en juillet 2014. Le portail a évolué afin de tenir compte de certaines demandes des utilisateurs de scopeQuery.

L'année 2014 a permis de continuer le catalogage sommaire de la bibliothèque de DM-échange et mission, service des Eglises protestantes basé à Lausanne, successeur notamment de la Mission suisse en Afrique du sud (créée en 1875), puis du Département missionnaire des Eglises protestantes romandes. Ce travail a été assuré par un civiliste, M. Timothée Calame puis par une bénévole, Mme Denise Goetz. Une partie de la bibliothèque a été transférée dans les locaux des ACV et le reste suivra en principe au début de 2015. Spécialisée dans le domaine missionnaire, l'aide au développement et l'histoire religieuse et culturelle de l'Afrique méridionale, cette bibliothèque couvre la fin du 19^e siècle et une bonne partie du 20^e siècle. Elle comporte de nombreux imprimés rares, voire uniques.

De mai à début juillet, l'équipe de la bibliothèque a bénéficié des services de Morgane Lambert, agente en information documentaire. Elle a été chargée de créer les notices bibliographiques de près de 400 dossiers documentaires relatifs à l'histoire des communes et anciennes communes du canton de Vaud. Elle en a assumé seule le catalogage et l'indexation dans le catalogue RERO.

8. Documentation et collections

Une section de documentation relative aux communes vaudoises a été créée cette année, afin de pouvoir mettre à disposition du public des dossiers originellement créés pour des besoins internes des ACV. Elle rassemble, sous la cote BRB 7000 + numéro de commune, des coupures de presse, brochures et autres imprimés. Elle complète ainsi l'information déjà disponible sur les communes sous forme de monographies et de brochures.

Généalogie: la collection des dossiers généalogiques, qui regroupe des travaux généalogiques non publiés remis aux ACV, est régulièrement alimentée. En 2014, de nouveaux dossiers ont été ouverts pour les familles Conne (Chexbres), Notz (Bussy-Chardonney) et Pavillon (Bussy-Chardonney). De nombreux dossiers existants sont complétés chaque année par des apports ponctuels qui ne sont pas protocolés.

La liste complète des dossiers disponibles est tenue à jour dans la base de données DAVEL, disponible sur Internet et donc indexée par Google, ce qui suscite de fréquentes demandes de renseignements de la part de généalogistes du monde entier.

Héraldique: depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2014, cependant, les ACV n'ont reçu communications de nouvelles armoiries que pour la famille Schär (Grandson).

La collection des dossiers héraldiques («Y Dos her») réunit la documentation accumulée au fil des décennies sur les armoiries tant institutionnelles que familiales (notamment la correspondance échangée avec des personnes physiques ou morales demandant l'enregistrement de leurs armoiries et divers documents touchant la question héraldique, entre autres sous l'aspect juridique). Ces dossiers sont répartis en quatre séries, répertoriées dans DAVEL: généralités, communautés (communes, cantons, divers), thématiques (meubles), familles.

Des conseils pour les armoiries des (éventuelles) futures nouvelles communes sont régulièrement donnés dans le cadre des différents projets de fusions. Les quatre projets d'armoiries suivants ont été approuvés en 2014: Asse-et-Boiron (Arnex-sur-Nyon, Borex, Crassier, La Rippe, Chéserey, Eysins, Gingins, Signy, Grens); Chavornay (Belmont-sur-Yverdon, Chavornay, Corcelles, Ependes, Essert-Pittet, Suchy); Haut-Talent (Bretigny, Cugy, Froideville, Morrens); Montélaz (Cronay, Cuarny, Ursins, Valeyres-sous-Ursins).

9. Préservation, conservation et restauration

Le personnel de l'atelier de préservation-restauration est composé d'une restauratrice à 50% et d'une assistante-restauratrice à 25%. En 2014, elles ont pu bénéficier de l'appui temporaire d'une stagiaire étudiante en conservation-restauration à l'École de Condé, à Lyon (les écoles suisses et étrangères de formation des conservateurs-restaurateurs/conservatrices-restauratrices sont à la recherche de places de stage: les ACV ont confirmé auprès des principales écoles leur intérêt à recevoir des stagiaires). Depuis le 1^{er} janvier 2014, l'équipe est renforcée par Mme Salomé Lutz, engagée par contrat de durée déterminée, jusqu'à fin 2016, dans le cadre du budget alloué par l'EMPD sur la création du pôle de numérisation (voir le chapitre 10), afin de pouvoir assurer la préparation et le traitement des très nombreux documents qui seront reproduits dans le cadre de ce projet: contrôle, nettoyage, consolidation, éventuellement démontage et remontage de volumes, reconditionnement, etc.

Principales opérations: l'activité de l'atelier a été déterminée dans une très large mesure par la mise en œuvre du projet de création du pôle de numérisation. Les travaux de modification des locaux en vue d'accueillir les installations de numérisation ont été achevés au début de l'année, suivis par la livraison et l'installation des machines. Cela a impliqué également un redimensionnement et un redéploiement dans de nouveaux espaces, plus réduits, du reste de l'atelier et des espaces de stockage du matériel (cartonnage, etc.). Des adaptations du mobilier et une amélioration de l'éclairage des tables de travail ont été nécessaires. En collaboration avec le photographe et avec le responsable du projet, le circuit des documents et les procédures précises de leur manipulation ont été définis et protocolés afin d'assurer leur rationalité et de minimiser aussi bien le temps nécessaire aux différentes étapes du traitement que les risques de dégâts. Différents tests à ce sujet ont été réalisés à la fin de l'année.

La préparation (contrôle, consolidation) des registres paroissiaux et d'état civil (Eb et Ed, 1562-1875, avec quelques éléments postérieurs) en vue de leur numérisation à l'extérieur a été réalisée prioritairement, en accord avec le calendrier fixé, puis l'atelier a débuté le même travail sur la collection des plans cadastraux (fonds Gb, 1601-1940) et celle des cartes (fonds Gc, 1501-2008). Le concept de «consolidation» développé pour des documents de plus petit format a dû être adapté aux registres de plans dont le format peut atteindre A0. Un tri préalable a défini le niveau d'intervention nécessaire pour chaque volume. Ceux nécessitant le moins de temps ont été traités prioritairement, afin de constituer une importante réserve de travail pour les personnes chargées de la numérisation, dont l'engagement a été fixé à avril 2015. Les cas les plus endommagés et donc les plus longs seront traités à la fin du programme, afin de ne pas risquer de créer un goulet d'étranglement dans le flux des documents, qui risquerait de réduire voire stopper la production en aval. Dans l'ensemble de l'opération, la conciliation d'une exigence de qualité optimum d'une part, des contraintes de temps et de productivité d'autre part, imposent une organisation rigoureuse puis un contrôle permanent de l'avancement du projet.

Il a fallu, parallèlement, assurer la continuité du travail lié à l'opération de numérisation par l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours – les «Mormons» de tous les registres de reconnaissance de 1234 à 1798 (voir le chapitre 10): là également, les documents, souvent fragiles, sont systématiquement contrôlés par les restauratrices et si nécessaire «consolidés» afin de stabiliser les dégâts mécaniques qu'ils peuvent présenter et de permettre leur manipulation sans risque d'aggravation par l'opérateur de numérisation. Ces travaux, dont l'achèvement est prévu en 2015, sont limités à l'essentiel.

Du fait de ce qui précède, les autres travaux au long cours de l'atelier sont pratiquement demeurés en veilleuse: il s'agit d'une part du transfert systématique dans les meubles à plans et autres installations ad hoc des documents grand format (jusqu'à A0) et hors format (au-dessus de A0), d'autre part de l'amélioration progressive du conditionnement de la collection des cartes et plans du fonds Gc, mis à plat dans des meubles à plans ou, s'ils sont trop grands, conservés dans des rouleaux très larges en matériel de longue conservation.

COSADOCA: aucun exercice du COntortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA), créé par les trois institutions établies sur le site de Dorigny que sont la Bibliothèque cantonale et universitaire - Lausanne (BCUL), le Rolex Learning Center (ex-Bibliothèque

de l'EPFL) et les ACV, n'a été organisé cette année. Le 2 octobre, les ACV ont présenté à leurs partenaires le plan de prévention qu'elles ont préparé en vue du chantier de la future densification du 4^e étage des dépôts de conservation (automne 2015-été 2016).

Le site Internet www.cosadoca.ch fournit références, fiches pratiques, adresses, etc., développés à l'occasion ou à la suite des exercices; on y trouve également des reportages photographiques sur ceux-ci.

Le plan catastrophe COSADOCA des ACV est mis à jour au début de chaque année.

Autres travaux: les travaux ordinaires réalisés par l'atelier de préservation-restauration sont notamment les suivants: reliure, entretien et réparation de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure (en particulier les «reliures pour documents perforés» destinées à remplacer les classeurs et dont il est fait un très grand usage), démontage et remontage de documents en vue de leur numérisation, évaluation sanitaire des fonds entrants, supervision du conditionnement des documents, contrôle et relevé informatique des mesures des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV, conseils ponctuels à des communes et services de l'administration cantonale en matière d'archives et de locaux de conservation, création de matériel d'information pour les lecteurs, montage et démontage des expositions annuelles.

La restauratrice s'est rendue, en compagnie de l'archiviste responsable des relations avec les communes, au Lieu et à Vucherens, à la demande des responsables locaux, pour contrôler l'état sanitaire des archives et des locaux de conservation et pour donner des conseils en matière de conditionnement et de conservation; dans un des cas, il s'est agi en outre d'expertiser des locaux qu'il était envisagé de consacrer à la conservation des archives.

Matériel de conditionnement: la protection des documents a requis l'utilisation de 1683 (1417) cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 26 550 (7 160) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

4 (53) cartons ou boîtes et 250 (740) enveloppes ont été fournis à des communes ou à des institutions, au prix coûtant.

10. Microfilmage et reprographie

Le photographe des ACV a pour mission la réalisation, à des fins de sécurité et de diffusion des documents d'archives, de copies de ceux-ci par la photographie ou la numérisation, le microfilmage étant abandonné depuis 2008. Il assure également la gestion des supports sonores et filmiques contenus dans les fonds reçus par les ACV. Il est en outre chargé de la mise à jour régulière des sites Internet et Intranet de l'institution. Il est à noter que la réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers est confiée à un photographe privé agréé par les ACV.

Numérisation: rappelons que le Grand Conseil a adopté le 12 mars 2013 un Exposé des motifs et projet de décret (EMPD) d'un montant de CHF 1 630 000.- destiné à la création aux ACV d'un centre de numérisation et au financement pendant trois ans de travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés. L'enjeu de la démarche est triple:

- 1) résoudre le problème créé par l'abandon forcé du microfilmage en 2008, qui prêterait gravement la réalisation d'une mission fondamentale des ACV;
- 2) sécuriser, par la numérisation, la collection des plans cadastraux, dont l'état est très préoccupant (ce projet a été repoussé pour des raisons budgétaires pendant 14 ans);
- 3) acquérir des moyens de numérisation et une première expérience en matière de gestion des fonds numérisés, indispensables au moment où les ACV doivent concevoir et mettre en place l'archivage électronique.

Le projet comporte un volet interne (création du pôle numérique et réalisation au moyen de celui-ci, en priorité, de la numérisation des cartes et plans, ensuite d'autres séries à sécuriser) et un volet externe (numérisation en service bureau des registres paroissiaux [Eb] et de l'état civil jusqu'en 1875 [Ed]).

La mise en œuvre de ce projet a largement déterminé l'activité de l'atelier de reprographie en 2014, avec en particulier l'établissement des cahiers des charges, l'étude des processus de manipulation des documents (en collaboration avec l'atelier de restauration), la préparation des lots en vue de leur numérisation et le contrôle des travaux réalisés à l'extérieur. Les travaux d'installation des locaux de numérisation ont été achevés au premier semestre 2014 et la livraison des deux numériseurs de livres grand format (A1 et A0) a été faite en été. Un serveur hébergé à la DSI est dédié aux travaux de numérisation des ACV, autant pour la production numérique externalisée que pour celle qui sera produite par le pôle numérique des ACV dès avril 2015.

La préparation de la campagne de numérisation des registres paroissiaux et de l'état civil, débutée en 2013, s'est achevée au printemps 2014. De très nombreuses lacunes et imprécisions des inventaires existants sont apparues et ont dû être corrigées avant la réalisation de la numérisation en service bureau, qui a débuté en mars. Le contrôle de la préparation des lots et de la saisie des métadonnées a lui aussi révélé de nombreuses imprécisions et un manque d'homogénéité, qui ont dû être corrigées avant l'envoi des documents. Enfin, un travail considérable a été engendré par le contrôle intégral des fichiers produits: il a fallu constater une forte proportion d'oublis et d'erreurs, qui ont imposé à chaque fois la répétition du travail. La campagne de numérisation des registres paroissiaux et d'état civil a ainsi subi un retard considérable par rapport aux prévisions établies. Le photographe a pu être relayé puis remplacé dans cette tâche de contrôle par un mandataire, dès l'automne.

Sans lien direct avec ce qui précède, le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissance de 1234 à 1798, débuté le 4 mai 2009, suit son cours, financé par l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, les ACV mettant un local à disposition de l'opérateur et assurant les travaux de préparation, d'accompagnement et de contrôle de l'opération. En 2014, 303 392 prises de vue ont été réalisées, portant le total à 1 913 595. La création du pôle numérique des ACV permettra notamment d'assurer la maîtrise de la conservation et de la diffusion de ce patrimoine documentaire.

Le photographe des ACV reste fortement sollicité par cette opération, principalement par le contrôle de la numérotation des folios et le report des informations dans la base de données. Parallèlement, les nombreux inventaires dactylographiés de ces registres de reconnaissance sont informatisés par reconnaissance de caractère puis remis en page par le photographe; ils sont complétés par les informations recueillies lors de la numérotation.

Microfilmage: le matériel de microfilmage de l'atelier, hors d'usage depuis 2008 déjà, a été remplacé par du matériel de numérisation en 2014 (voir ci-dessus). Pour l'heure, la réalisation à l'interne de séries de sauvegardes sur support argentique ou numérique est toujours impossible. Seules des copies ponctuelles de documents isolés sont réalisées, au cas par cas. Comme les deux années précédentes, aucune bobine de microfilm de sécurité 35 mm n'a été réalisée à l'extérieur, en service bureau.

En 2014, les ACV ont continué à confier des travaux de microfilmage à l'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer), mais à un rythme ralenti et cette collaboration s'est terminée à la fin de l'année, suite à la décision de l'atelier protégé de ne plus poursuivre cette activité. En 2014, celui-ci a donc réalisé 14 (28) bobines de microfilms 16 mm, soit 17 696 (54 665) prises de vue. Les documents reproduits sont des copies-lettres sur papier pelure, particulièrement fragiles, systématiquement microfilmés: en 2014, cela a concerné la suite de la correspondance 1919-1928 du Département des travaux publics (K IX 1009/340-383). Il est à noter que le microfilmage du très volumineux fichier des permis de séjour de 1898 à 1935 (K VII h 482) n'a pas pu être poursuivi cette année, l'appareil étant définitivement hors d'usage. Des copies de ces bobines de microfilms 16 mm de sécurité sont systématiquement établies et tous les originaux placés dans la chambre froide du Dépôt et Abri de Biens Culturels (DABC) de Lucens. L'entreprise qui poursuivra ces travaux de sauvegarde n'a pas encore été choisie, et il est fort probable qu'ils seront réalisés à l'avenir par la numérisation.

Photographie: 82 (115) tirages photographiques grand et moyen formats ont été exécutés pour les besoins internes des ACV, plus particulièrement pour l'exposition temporaire de 2015, intitulée Les temps changent! Tout fout le camp? - La conservation à l'ère du numérique, consacrée à l'archivage électronique. Avec l'appareil reflex numérique et le numériseur de l'atelier, 6685 (5610) fichiers numériques ont été

produits en interne, notamment pour la préparation d'illustrations, un reportage en septembre lors de l'assemblée générale, tenue à Lausanne, de l'Association des archivistes suisses (AAS), des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou de lecteurs, des mises à jour des sites Internet et Intranet des ACV, ainsi que des reproductions pour l'exposition précitée.

L'*Armorial vaudois 1936-1996* de François J. Rappard a été entièrement reproduit sous forme numérique entre 2004 et 2012 et un serveur accueille l'ensemble de ces armoiries. En 2014, le photographe n'a eu à compléter cette collection que par la réalisation de 2 (218) nouveaux fichiers numériques d'armoiries familiales.

19 (22) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des commandes d'autres services ou de privés. La sauvegarde des fichiers réalisés est effectuée sur un serveur de 10 téraoctets mis à disposition des ACV par la DSI.

Le projet de numérisation systématique de la collection des négatifs développés par les ACV, qui aurait pour but de faciliter la gestion de ces très nombreux documents isolés, n'a toujours pas pu être concrétisé.

Autres travaux: 25 (78) nouvelles fiches informatiques détaillées décrivant les microfilms réalisés ont été saisies dans la base de données des ACV.

Des mémoires informatiques supplémentaires ont été procurées par la création de disques W et Y sur le réseau des ACV. Le premier accueille les images de diffusion des fonds sous forme numérique, à l'interne et en salle de travail, notamment les registres paroissiaux et d'état civil, ainsi que les cartes et plans cadastraux, au fur et à mesure de leur réalisation dans le cadre du projet de numérisation.

Une étude a été menée auprès de l'Institut de police scientifique de l'UNIL et de l'Institut suisse pour la conservation de la photographie, à Neuchâtel, dans la perspective de travaux externalisés de numérisation des nombreuses plaques de verre que conservent les ACV, entre autres dans le fonds des Archives des Monuments Historiques (AMH).

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

11. Consultation et utilisation des archives

Les ACV sont fortement impliquées, depuis avril 2013, dans les réponses aux demandes d'information présentées par des personnes ayant fait l'objet de mesures coercitives à des fins d'assistance et de placements extrafamiliaux avant 1981 (il s'agit en pratique presque exclusivement de placements de mineurs dans des familles d'accueil ou des institutions). Elles ont travaillé d'abord en concertation avec le Bureau cantonal de médiation administrative, puis dès le 1^{er} juillet 2014 avec le Centre de consultation LAVI (Loi fédérale sur l'Aide aux Victimes d'Infractions) du canton de Vaud. Elles ont agi avec le souci permanent de la recherche de la vérité et du plus grand nombre de faits documentés, en conformité avec les attentes de la Table ronde organisée par le Délégué fédéral pour les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance. Au 31 décembre 2014, 106 demandes étaient parvenues aux ACV, dont 98 traitées et 8 encore en suspens. Une forte augmentation est attendue pour 2015. Ce dossier délicat, sur un thème politiquement et socialement sensible qui a vu récemment l'aboutissement d'une initiative populaire au niveau fédéral (dite «de la réparation» car elle prévoit le versement d'indemnités aux victimes) et le dépôt de deux postulats au Grand Conseil, charge considérablement l'équipe restreinte des ACV; en effet, le temps de traitement d'une demande, compte tenu des longues recherches nécessaires pour reconstituer les faits et comprendre les raisons des mesures prises, dépasse fréquemment la journée. L'adjoint du directeur y consacre la moitié environ de son temps. En automne, il a pu disposer d'un auxiliaire à quart temps environ pour le seconder. Les réponses sont en principe transmises au Centre LAVI, qui en communique le contenu à la demanderesse ou au demandeur au cours d'un ou plusieurs entretien(s).

11.1. Usagers individuels

Le nombre total de consultations a été de 5504 (5305), par 2410 (2385) personnes différentes; 3912 (3741) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1095 (1130) lecteurs, 1157 (1100) réponses scientifiques ou administratives ont été fournies par écrit et 435 (464) par téléphone.

Les chiffres de la consultation poursuivent leur légère croissance, après leur brusque chute entre 2011 et 2012. Les évolutions constatées ces dernières années sont confirmées, en particulier l'augmentation du nombre de réponses fournies par courrier (postal ou électronique), désormais très nettement au-delà du millier. La recherche des informations puis la rédaction de ces lettres représentent dès lors une charge de travail croissante, répartie autant que faire se peut sur l'ensemble du personnel: les assistant(e)s et dans une moindre mesure les secrétaires sont mis(es) à contribution, parfois fortement, en particulier pour les réponses aux questions de généalogie et pour la recherche et l'établissement de copies certifiées conformes de documents officiels. L'usage désormais généralisé des appareils photos numériques ou des smartphones pour copier les documents, ce qui permet ensuite de les étudier à domicile, contribue à faire baisser le nombre moyen de visites par usager. Les demandes de nature administrative se sont stabilisées (à un niveau élevé) alors que la fréquentation du site Internet des ACV, en premier lieu des deux bases de données DAVEL et PANORAMA, continue à augmenter. Dans le domaine de la généalogie, l'ouverture de la libre consultation au-delà de 1875 et jusqu'à 1900 (naissances), 1930 (mariages) et 1960 (décès) est toujours attendu impatiemment. Elle a été différée à 2015.

Les statistiques de la consultation des ACV dès 1996 sont publiées sur le site de Statistique Vaud, à l'adresse <http://www.scris.vd.ch/Default.aspx?DocID=7470&DomId=2181>.

Profession des usagers 2014 (en salle de lecture uniquement):

	2014	2014	2013	2012	2011
a) écolier, gymnasien	1,7				
b) étudiant	29,1				
c) retraité	25,8	56,6	53,6	54,3	55,4
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	10,1				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	1,7				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	3,0				
g) enseignant, professeur	8,2				
h) géographe, géologue	0,6				
i) journaliste, écrivain	2,3	25,9	25,2	25,3	24,2
j) agriculteur, viticulteur	0,6				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	2,1				
l) cadre moyen	2,7				
m) cadre supérieur, ingénieur	3,6				
n) employé, ouvrier, technicien	3,9				
o) femme/homme au foyer	1,4				
p) profession libérale	3,2	17,5	21,2	20,4	20,4
Total	100 %				

Objet de recherche des usagers 2014 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit):

	2014	2014	2013	2012	2011
a) généalogie	21,3				
b) héraldique	1,9				
c) histoire de ma maison	2,9				
d) histoire de ma commune/ma région	3,3	29,4	34,6	35,2	35,4
e) histoire générale: préhistoire, antiquité	0,5				
f) histoire générale: moyen âge (6 ^e s.-1536)	2,6				
g) histoire générale: Ancien Régime (1536-1798)	4,1				
h) histoire générale: Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,4				
i) histoire générale: 19 ^e s.	6,2				
j) histoire générale: 20 ^e s.	16,5	31,3	25,1	27,4	26,9
k) histoire de l'art, architecture	5,9				
l) géographie, urbanisme	1,5	7,4	8,0	7,1	6,1
m) usage administratif (consultation par l'administration)	4,0				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait Registre foncier, etc.)	22,4	26,4	27,6	24,5	24,5
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments)	1,8				
p) autres	3,7	5,5	4,7	5,8	7,1
Total	100 %				

Motivation de la recherche 2014 (en salle de lecture uniquement):

	2014	2014	2013	2012	2011
a) études, formation	32,6	32,6	26,6	29,5	28,5
b) enseignement	3,4				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	24,0				
d) recherche pour le compte de l'administration	1,4				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,0	28,8	27,7	28,0	25,9
f) loisirs	38,6	38,6	45,7	42,5	45,6
Total	100 %				

Les étudiants sont de retour en nombre en salle de travail, après une forte baisse en 2013. Une part de cette augmentation s'explique vraisemblablement par quelques thèses fondées sur des séries documentaires non publiées et trop abondantes pour être reproduites, ainsi que par des programmes de recherche, notamment sur la problématique des mesures coercitives (internements administratifs) et des placements extrafamiliaux. Parallèlement, les généalogistes sont un peu moins nombreux, probablement parce que les moyens numériques à disposition leur permettent d'assouvir en partie leur passion à domicile au moyen de photographies des sources réalisées lors de leurs visites des ACV. Cela a pour conséquence que pour la première fois, plus de personnes se sont adressées aux ACV pour y obtenir une copie d'un acte officiel (22,4%) que pour y rechercher leurs ancêtres (21,3%).

11.2. Groupes

La salle de conférences des ACV a accueilli 64 (63) séances de différents groupes, totalisant 1042 (958) personnes. Elle a été mise à disposition pour 8 séances de cours ou séminaires de l'Université de Lausanne (Faculté des lettres, Faculté des sciences sociales et politiques), 4 de classes de gymnasiens, d'apprentis ou de collégiens, 9 de l'Association Connaissance 3 (consacrées à la généalogie) et 2 d'Universités populaires (Lausanne et la Broye). Elle a aussi, notamment, abrité des séances de l'Office cantonal de la protection des biens culturels, de la Commission cantonale de nomenclature, du Groupe Mnémo-Pôle, de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, de RéseauPatrimoineS, de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire et du Groupe Ethno-Doc.

19 (20) groupes totalisant 305 (328) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux différents cours mentionnés ci-dessus, le Service des automobiles et de la navigation, l'Association Mémoire de Lausanne, une association informelle d'enseignants, des représentants des communes de Grandcour, de Montcherand et de Penthalaz, les participants aux Semaines Découverte des métiers de l'information documentaire et les écoliers des Passeports-vacances de Lausanne et de Morges.

11.3. Documents consultés

En nombre de documents commandés en salle de lecture, la consultation a été pratiquement identique à celle de l'année précédente: 30 174 (29 486) documents ont été consultés, dont 3677 (4677) microfilms. La baisse de la consultation des microfilms se poursuit, due à l'emploi croissant d'appareils photo numériques (voire de smartphones) par les généalogistes, qui se constituent lors de leurs visites aux ACV des «réserves» de travail à domicile et ne commandent donc qu'une seule fois un document qu'ils auraient précédemment dépouillé sur plusieurs séances.

A la fin de l'année 2014, les deux bases de données mises en ligne par les ACV ne permettent toujours pas la consultation de documents numérisés. Elles ne donnent accès qu'au descriptif de ces documents sous forme d'inventaires.

En 2014, la base de données DAVEL (documents conservés aux ACV) a reçu 143 333 (122 339) visites, soit une moyenne mensuelle de 11 944 (10 195) visites; 1 155 862 (1 190 148) pages ont été consultées, soit une moyenne mensuelle de 104 655 (107 512) pages. Quant à la base de données Panorama (documents jusqu'en 1960 conservés par les communes vaudoises), elle a reçu 52 454 (52 126) visites, soit une moyenne mensuelle de 4 371 (4 352) visites; 494 924 (608 945) pages ont été consultées, soit une moyenne mensuelle de 41 144 (50 745) pages.

La consultation de la base de données DAVEL a légèrement augmenté entre 2013 et 2014 (visites: +17%, pages consultées: -3%, téléchargement d'inventaires: +51%). Celle de la base Panorama a été relativement stable (visites: +0%, pages consultées: -19%).

Pour l'année 2013, 18 508 (10 743) visites de DAVEL ont duré 15 minutes et plus. Ces chiffres ne rendent pas compte de la consultation des inventaires sous forme de fichiers PDF, dont le téléchargement, mesuré en volume d'octets, a augmenté de moitié (19.64 Go de moyenne mensuelle).

11.4. Documents prêtés

63 (56) documents ont été prêtés pour consultation aux services ou offices de l'administration.

Des documents des ACV ont été empruntés pour les besoins des expositions suivantes:

- *Crimes et châtements* (Musée historique de Lausanne)
- *Les années suisses de Gustave Courbet* (Musée d'art et d'histoire de Genève - Musée Rath)
- *Sous le drapeau syndical 1845-2014* (Musée cantonal d'archéologie et d'histoire - Musée Arlaud, Lausanne)
- *Le goût de Diderot: Greuze, Chardin, Falconet, David...* (Fondation de l'Hermitage, Lausanne)
- *Viollet-le-Duc, les visions d'un architecte* (Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris, à l'occasion du 200^e anniversaire de la naissance d'Eugène Viollet-le-Duc)
- Exposition permanente du Musée historique de Lausanne (plans du domaine de Beaulieu)
- Exposition organisée par le Comptoir Suisse, à Lausanne, à l'occasion de la célébration des 50 ans de l'Expo 64
- Exposition sur Mary Widmer-Curtat (1860-1947) et le Comité de secours aux réfugiés belges qu'elle a créé en 1914, à l'occasion des manifestations du centenaire de celui-ci (qui a accueilli plus de 9 000 orphelins, réfugiés et internés qui fuyaient les horreurs de la Grande Guerre).

11.5. Reproduction de documents pour le public

Le personnel des ACV a délivré 1774 (3292) photocopies aux usagers. Par ailleurs, les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 1970 (2719) copies d'après les microfilms des ACV. La forte baisse de ces prestations depuis quatre ans environ se poursuit donc, est due à l'utilisation par les lecteurs de leurs appareils photo numériques (voir ci-dessus).

352 (225) documents ont été confiés pour reproduction à des ateliers spécialisés extérieurs aux ACV.

605 (614) demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels ont été reçues, aboutissant à l'envoi de 496 (524) courriers (la différence s'explique par les recherches vaines, les demandes regroupées et les transmissions à d'autres autorités). Ces demandes concernent avant tout les archives des ex-Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce), des notaires (testaments et autres actes), des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation) et des Registres fonciers.

11.6. Exposition

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment dans les dépôts d'archives en France. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci.

L'exposition annuelle 2014, intitulée *Entre mémoires et commémorations, les Archives cantonales vaudoises en 2014*, a pris prétexte de la simultanéité de plusieurs commémorations très différentes (1814: Congrès de Vienne, où est confirmée la souveraineté du canton de Vaud; 1914: éclatement de la Première Guerre mondiale; 1964: Exposition nationale à Lausanne) pour s'interroger sur le rôle des archives, la place des ACV et, plus généralement, les rapports entre mémoire et histoire. Pour la première fois,

elle a été accompagnée d'un cycle de conférences, animées par le directeur des ACV, autour du thème «commémoration et mémoire»:

- *Pourquoi commémorer? Ombres et lumières d'une pratique à la mode* (François Jequier, professeur honoraire de l'Université de Lausanne)
- *Rencontre avec les acteurs-cadres de l'Expo 64* (Jean-Jacques Demartines, Jean-Claude Gisling, Bernard Meuwly, Françoise Narbel-Gisling)
- *Revisiter l'Expo: les mémoires 64* (Prof. François Vallotton, Université de Lausanne, Faculté des lettres)
- *Il n'y a rien à dire sur l'histoire de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale* (Christophe Vuilleumier, historien)
- *Une indépendance en sursis: le canton de Vaud et le Congrès de Vienne* (Olivier Meuwly, historien et écrivain).

Pour la première fois également, un dossier pour les écoles accompagnait l'exposition. Deux classes du secondaire et du Gymnase ont choisi de visiter l'exposition dans le cadre de leurs cours d'histoire.

12. Collaborations professionnelles

12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par la mise à disposition d'informations et de guides pratiques sur leur site Internet, par des visites et par des cours ou présentations consacrés à la loi sur les archives.

Elles participent aux activités de l'AVA, en particulier au Groupe de travail «Utilisateurs vaudois d'ICA-AtoM» (voir le chapitre 4.2).

Elles ont fourni du matériel de conservation non acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles font partie, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire - Lausanne (BCUL) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), du Consortium de SAuvetage du patrimoine D'ocumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2^e année et de 1,5 mois en 3^e année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2 x 2 apprentis chaque année).

En collaboration avec la BCUL, la Bibliothèque municipale de Lausanne, Bibliomedia, les Archives de la Ville de Lausanne et le Musée historique de Lausanne, elles ont organisé des «stages découverte» d'une semaine (un jour ou demi-jour dans chacune des institutions participantes) destinés à l'orientation professionnelle de jeunes filles et jeunes gens intéressés par le domaine de l'information documentaire.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

Après 16 ans de présidence, M. Coutaz a quitté le Comité de Réseau Patrimoine S. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud, dont il était un des membres fondateurs, le 21 avril 1998.

Il préside le Groupe «Mnemo-Pôle», qui regroupe 12 institutions en charge de la conservation sur le campus lausannois de Dorigny et qui a poursuivi ses travaux en 2014 notamment par une réflexion sur la question des droits d'auteur.

Il est membre du Groupe d'étude du livre sur les 100 ans de la prison de Bois-Mermet, dont il a suivi les travaux jusqu'à la parution de l'ouvrage, verni le 18 novembre 2014.

Il a fait partie du Groupe de réflexion, formé de représentants du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, d'UNIA Vaud et l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, qui a préparé l'exposition «Sous le drapeau syndical 1845-2014», tenue d'octobre 2014 à janvier 2015 au Musée Arlaud. A cette occasion a pu être mise en valeur l'exceptionnelle collection de drapeaux syndicaux conservée aux ACV dans le fonds des syndicats à l'origine d'UNIA (PP 907).

M. Coutaz a participé, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.).

La salle de conférences des ACV abrite notamment les séances de la Commission cantonale de nomenclature. Elle est mise à la disposition des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à la Mouline. Elle abrite aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2.).

12.2. Collaborations professionnelles au niveau national

Les ACV sont membres du Centre de COordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (CECO/KOST), auquel participent les Archives fédérales suisses, les Archives de la Principauté du Liechtenstein, 24 Archives cantonales, 4 Archives communales et la Bibliothèque de la Bourgeoisie de Berne. Depuis 2013, M. Coutaz est membre du Comité de direction.

M. Coutaz est membre du Comité suisse de la Protection des biens culturels, depuis 2012, et membre de la Commission historique des Salons du Général Dufour, depuis 2013.

Il est membre du Groupe de réflexion indépendant «Archives photographiques de presse», présidé par les Archives cantonales d'Argovie, qui a produit en 2014 une brochure de présentation du Groupe et des défis qu'il entend relever.

Engagé depuis 2001 dans le développement de la formation de niveau universitaire, il a quitté en 2014 sa charge d'enseignement principal des deux modules des fondamentaux de l'archivistique du Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science, organisé par les Universités de Berne et de Lausanne, après en avoir endossé en 2006 la responsabilité. Il a dirigé durant la volée 2012-2014 deux travaux de master et un travail de certificat.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice. Les séances ont été particulièrement nombreuses en raison des préparatifs du 1500^e anniversaire de la fondation de l'Abbaye: année jubilaire, 22 septembre 2014-22 septembre 2015.

M. Contesse est membre de la Commission de formation de l'AAS, qui organise des cours et des cycles de conférences destinés à la formation de base et continue des professionnels suisses de l'archivistique.

M. Guisolan est membre du Groupe de travail «Evaluation» de l'AAS, dont le mandat est d'offrir aux Archives d'Etat des modèles et des critères de décision pour l'évaluation et le tri des archives officielles.

Les archivistes des ACV ont pris part à diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

12.3. Collaborations professionnelles au niveau international

Le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissance de 1234 à 1798, débuté en 2009, suit son cours: voir le chapitre 10.

13. Relations publiques et activités diverses

13.1. Relations publiques

Les ACV ont eu à de nombreuses reprises les honneurs de la presse: «Triple commémoration aux Archives cantonales» (*24heures*, 22 janvier); «Des caricatures pour raconter l'indépendance» (*24heures*, 24 janvier); Exposition annuelle «Entre mémoires et commémorations: les archives parlent d'histoire» (*Feuille des avis officiels du canton de Vaud*, 14 mars 2014); «Le mythe de Berthe résiste à la recherche historique» (*24heures*, 25 mars); «A Lavaux, seize communes naissent de quatre paroisses» (*24heures*, 12-13 avril); «Dorigny avant l'UNIL (*Allez savoir!*, mai 2014); comptes rendus de: l'exposition des documents des Archives communales de Gressy (*La Région Nord vaudois*, 16 juin 2014), de la réception des archives de Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi et Vittorio Pons (*24heures*, 18 novembre 2014) et du vernissage du 13^e volume du *Dictionnaire historique de la Suisse* (*24heures*, 8 décembre 2014). Les 5 conférences liées à l'exposition annuelle ont été annoncées systématiquement par le journal *24heures*, entre mars et septembre, sans compter les nombreux articles utilisant des photographies conservées aux ACV pour illustrer les 50 ans de l'Exposition nationale de 64. *La Gazette: journal de la fonction publique* leur a consacré plusieurs articles: N° 239, 31 janvier 2014 («Mise à jour des directives DRUIDE pour l'archivage»), N° 254, 4 septembre 2014 («Le Parlement vaudois et l'Expo»); N° 255, 9 octobre 2014 (Assemblée générale des archivistes suisses, à Lausanne, 11-12 septembre 2014).

Le Conseil d'Etat a délivré, le 17 novembre 2014, un communiqué de presse «versement de deux fonds d'archives de référence sur l'histoire du développement de l'idée européenne», à l'occasion de l'ouverture au public des fonds d'archives Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi et Vittorio Pons.

L'émission *Faut pas croire* de la Télévision suisse romande du 29 mars 2014 a consacré un reportage intitulé «Baptême des morts» à la numérisation entreprise depuis mai 2009 des registres de reconnaissances conservées aux ACV: «Leur objectif: baptiser toute l'humanité».

M. Coutaz a représenté les ACV lors de différentes manifestations publiques: 50^e anniversaire de l'Expo 64 (29 avril); Colloque 50^e anniversaire Exposition nationale de Lausanne de 1964 (3-5 juin); Exposition en relation avec la fusion de Gressy et d'Yverdon-les-Bains, aux Archives communales de Gressy (14 octobre); Colloque sur l'éthique organisé par l'International Federation of Library Associations (IFLA), à Bogis-Bossey (14-15 août) (également en tant que représentant de l'AAS); Réunion des archivistes universitaires suisses, à l'Université de Lausanne (16 octobre); Assises de la culture (3 novembre); Colloque de la Société générale suisse d'histoire, sur le thème «Les éditions! Pourquoi en faire? Comment les réaliser? Et faut-il les multiplier?» (Université de Zurich, 6-7 novembre); Jubilé du Centre de coordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (12 novembre); 50^e anniversaire de l'Ecole suisse d'archéologie en Suisse (21 novembre); Colloque «Le Congrès de Vienne et le canton de Vaud» (27-29 novembre).

Voir également les publications et conférences mentionnées au chapitre 13.3.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2, mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

13.2. Participation à des sociétés

Les participations à des sociétés du domaine de l'archivistique sont mentionnées au chapitre 12 (Collaborations professionnelles).

M. Coutaz est membre des comités de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges), de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains) et de la Fondation Bartholomée De Felice (Yverdon-les-Bains). Il s'est chargé de la mise en ligne des actes du colloque de la SVHA consacré, le 23 novembre à Bourg-en-Lavaux, au thème: «La commune: une entité en mutation».

Depuis 2001, M. Coutaz est membre du comité du Département «Recherche fondamentale» de la Société suisse d'histoire. A ce titre, il a pris une part active à l'organisation du Colloque des 7 et 8 novembre, sur le thème de l'édition de textes à l'ère numérique.

Il siège dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO-DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir.

M. Guisolan représente les ACV au comité du Cercle Vaudois de Généalogie (CVG).

13.3. Publications et conférences

M. Coutaz a publié les contributions suivantes:

- «La place de la photographie dans un dépôt d'archives. Les pratiques des Archives cantonales vaudoises», dans *Rapport d'activité 2013 des Archives cantonales vaudoises*, Chavannes-près-Renens, Archives cantonales vaudoises, 2014, pp. 37-68;
- «Les Alpes, un espace de valorisation également pour les archivistes», dans *arbido* 2014/1, pp. 18-19;
- «Le Mormont: un toponyme à la signification incertaine», dans *Les Helvètes au Mormont. Une énigme dans le monde celtique* (Archéothéma, Hors-série 7, avril 2014);
- en collaboration avec Gaby Knoch-Mund et Ulrich Reimer (Hg./éd.), *Informationswissenschaft: Theorie, Methode und Praxis/Sciences de l'information: théorie, méthode et pratique. Travaux du Arbeiten aus dem Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science, 2010-2012*, Baden: hier + jetzt, Verlag für Kultur und Geschichte, 2014, 416 p;
- *Pressefotografie! Photographie de presse! Fotografia giornalistica!* Textes et rédaction: réseau Archives de photographies de presse, Aarau, 2014, 17 p.;
- «Les Archives de l'Etat du Valais (2000-2014). Un essor reconnu et contagieux», dans *Des institutions au service du patrimoine culturel. Changement et continuité dans le contexte valaisan. Institutionen im Dienst des Kulturerbes. Wandel und Kontinuität im Walliser Kontexte*. Textes réunis par Delphine Debons, Sion: Archives de l'Etat du Valais, 2014, pp. 91-93 (Cahiers de Vallesia/Beihefte zu Vallesia, 27);
- «Une exposition, résultat d'une démarche collaborative exemplaire» et «Une originalité conservatoire aux Archives cantonales vaudoises: les archives syndicales», dans *Sous le drapeau syndical 1845-2014. Les syndicats vaudois et leurs emblèmes*, par Patrick Auderset et Marianne Enckell avec des contributions de Gilbert Coutaz, Emil Dreyer, Rita Lanz, Sabine Sille, Lausanne: Musée cantonale d'archéologie et d'histoire, 2014, pp. 8-9; 65-72 (Documents du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire).
- «Les archives en musées et en bibliothèques», dans *De l'âge du Fer à l'usage du verre. Mélanges offerts à Gilbert Kaenel*. Textes réunis par Jérôme Bullinger, Pierre Crotti et Claire Huguenin, Lausanne: Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, 2014, pp. 43-48 (Cahiers d'archéologie romande 151);

- «Le développement du pouvoir religieux, en particulier de celui des abbayes de Cluny et de Saint-Maurice, dans la Bourgogne transjurane, autour de l'an mil. Une composante nécessaire du pouvoir royal », dans *Vallesia*, LXVIII, 2013, pp. 1-13;
- «Le code déontologie des archivistes: être ou ne pas être», dans *Ethical Dilemmas in the Information Society. Codes of Ethics for Librarians and Archivists*, Amélie Vallotton Preisig, Hermann Rösch, Christoph Stückerberger (eds), Geneva: Globethics.net, 2014, pp. 35-48;
- compte rendu de Denis Dubich, *Retrouver ses ancêtres suisses*, Paris: Archives & Culture. 2013, 175 p. (Guide généalogique), dans *Revue vaudoise de généalogie et d'histoire des familles*, 2013, pp. 184-185;
- compte rendu de Charles Kecskeméti et Lajos Körmendy, *Les écrits s'envolent. Le défi de la conservation des archives: du papier au numérique*, Lausanne: Pierre-Marcel Favre, 2014, 207 p.

Il a prononcé 3 conférences:

- 9 mai, Université de Lausanne, Colloque Le fabuleux destin des biens culturels. Ordre et désordres de la réception. Responsables: Prof. Panayota Badinou Zisyadis, David Bovier, Laurence Danguy, «Les biens culturels et leurs archives. Le point de vue des Archives cantonales vaudoises»;
- 20 octobre, Université de Lausanne, Faculté des Lettres, Séminaire de recherche en histoire médiévale, Prof. Bernard Andenmatten, «Les fonds d'archives médiévales aux Archives cantonales vaudoises»;
- 28 novembre, Coire, Colloque Memoriav Association pour la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle, Patrimoine audiovisuel et rôle des cantons: «RéseauPatrimoineS. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud. Un modèle de fonctionnement exportable?».

M. Contesse et M. Gilliéron ont donné une présentation de la loi sur l'archivage destinée aux communes, dans le cadre d'un séminaire du CEP (voir le chapitre 4.2).

M. Contesse a présenté le métier d'archiviste, le 13 février, dans le cadre du *Forum Horizon 2014* organisé à l'Université de Lausanne.

Table des matières

Dossier administratif	3
Introduction	3
1. Personnel	3
1.1. Personnel régulier (au 1 ^{er} janvier 2014)	3
1.2. Personnel auxiliaire	3
1.3. Formation permanente du personnel	4
2. Bâtiment et équipement	6
3. Informatique	6
4. Relations avec les producteurs d'archives	7
4.1. Relations avec l'administration cantonale	7
4.2. Relations avec les communes	10
4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé	11
5. Accroissement des fonds d'archives	11
5.1. Versements d'archives publiques	11
5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives	13
6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche	15
6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels	16
6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs	17
6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche	19
6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire	19
6.5. Instruments de recherche informatique et site Internet	19
6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche	20
7. Bibliothèque	20
8. Documentation et collections	21
9. Préservation, conservation et restauration	22
10. Microfilmage et reprographie	23
11. Consultation et utilisation des archives	25
11.1. Usagers individuels	26
11.2. Groupes	28
11.3. Documents consultés	28
11.4. Documents prêtés	29
11.5. Reproduction de documents pour le public	29
11.6. Expositions	29
12. Collaborations professionnelles	30
12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal	30
12.2. Collaborations professionnelles au niveau national	31
12.3. Collaborations professionnelles au niveau international	31

13. Relations publiques et activités diverses	32
13.1. Relations publiques	32
13.2. Participation à des sociétés	33
13.3. Publications et conférences	33